



# GEOPOLITIQUE DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

Mémoire de géopolitique  
du Colonel Jan DURICA  
dans le cadre de l'étude dirigée  
« Géopolitique du Proche et Moyen-Orient »

Directeur : Ambassadeur Marc BONNEFOUS

Mars 2001

## Fiche de présentation documentaire

1. Titre du document : Etude géopolitique du royaume d'Arabie Saoudite.
2. Nom du fichier : GDURICAJ2703.doc
3. Identité de l'auteur : COL (Terre) Durica, Jan (République Tchèque).
4. Date de rédaction : 27 mars 2001.
5. Division/groupe : A6.
6. Nature du travail : Mémoire de géopolitique dans le cadre de l'étude dirigée « Géopolitique du Proche et Moyen-Orient ».
7. Synthèse du document : L'Arabie Saoudite occupe une place particulière sur l'échiquier mondial. Malgré d'importantes ressources et un accroissement de ses capacités militaires, le bilan est contrasté. La richesse du royaume est monolithique. Les vrais défis sont d'ordre intérieur. L'immobilisme tant structurel que géoéconomique n'est pas rassurant, surtout lorsqu'il se superpose à une forte croissance démographique dans un environnement de ressources à horizon limité. Le royaume d'Arabie Saoudite se doit de poursuivre sa mutation alors qu'il dispose encore du pétrole et que sa population est jeune et peu nombreuse. Dans une ou deux générations, la donne aura changée. Pour le moment, les Etats-Unis contrôlent la situation de l'Arabie Saoudite et il serait étonnant que cet allié précieux s'éclipse dans les prochaines années.
8. Mots clés: Arabie Saoudite – relations extérieures– démographie – économie – enjeu de l'eau – pétrole – gaz – religion

# Géopolitique du royaume d'Arabie Saoudite

## Sommaire

### Partie I :

#### DONNEES PRINCIPALES

### Partie II :

#### RELATIONS EXTERIEURES

### Partie III :

#### L'IDENTITAIRE

### Partie IV :

#### LA GEOECONOMIE

# Géopolitique du royaume d'Arabie Saoudite

## Table des matières

### INTRODUCTION

#### 1 – DONNES PRINCIPALES

1.1. Le pays et ses ressources.....	5
1.2. Population et société.....	6
1.3. Economie. ....	8
1.4. Histoire. ....	10

#### 2 – RELATIONS EXTERIEURES

2.1. Les liens avec l'Occident. ....	13
2.2. Les relations avec d'autres partenaires.....	15
2.3. L'Arabie Saoudite au sein du monde arabe. ....	16
2.4. L'Arabie et la péninsule arabique.....	19

#### 3 - L'IDENTITAIRE

3.1. La démographie.....	21
3.2. L'ethnie.....	23
3.3. Le rôle de la religion.....	24
3.4. La culture.....	26

#### 4 - LA GEOECONOMIE

4.1. Le pétrole. ....	30
4.2. Le gaz. ....	33
4.3. L'eau. ....	34
4.4. L'agriculture. ....	35
4.5. Le contrôle des ressources.....	36

<u>CONCLUSION</u> .....	38
-------------------------	----

## INTRODUCTION

Officiellement royaume d'Arabie Saoudite, ce pays du Proche-Orient présente une caractéristique unique au monde : c'est le seul Etat à porter le nom de la famille qui le dirige. Occupant la plus grande partie de la péninsule Arabique, ce royaume est entouré au nord par la Jordanie, l'Irak, et le Koweït; à l'est par le golfe Arabo-Persique et le Qatar; au sud-est par les Émirats arabes unis et le sultanat d'Oman; au sud par la république du Yémen et à l'ouest par la mer Rouge et le golfe d'Akaba. L'Arabie Saoudite a une superficie comprise entre 1 750 000 km<sup>2</sup> et 2 200 000 km<sup>2</sup>, selon les estimations. En effet, les frontières du sud-est et du sud ne sont pas délimitées avec précision et font l'objet de contentieux avec les pays concernés. La capitale et la plus grande ville est Riyad.

Relativement peu peuplée, disposant de très importantes réserves pétrolières, l'Arabie Saoudite est l'un des pays les plus riches du Proche-Orient. Le pays est gouverné depuis près d'un siècle par la dynastie des Saoud qui s'appuie sur une interprétation stricte de l'islam. Cependant, sa richesse et son importance stratégique en font un pôle de stabilité dans la région, ce qui explique le soutien sans faille qui lui est apporté par les pays occidentaux.

Le caractère particulier du régime saoudien mériterait à lui seul une longue étude. Nulle part ailleurs l'identification de l'Etat avec la religion n'a été à ce point poussé. Pour s'en convaincre, il suffit de se pencher sur la symbolique du drapeau du royaume : blanc sur fond vert, en haut l'inscription coranique « il n'y a de Dieu que Dieu et Mahomet est son prophète », en bas et au milieu un cimenterre effilé. Il s'agit de mettre la force au service de la révélation.

### 1 – DONNEES PRINCIPALES.

#### 1.1. Le pays et ses ressources

##### Relief et hydrographie

98% du territoire de l'Arabie Saoudite est désertique ou semi-désertique. Au nord et au sud s'étendent deux grands déserts : le Néfoud et le Rub al-Khali (le «Quartier vide», en arabe).

Une plaine côtière, large de 70 km, longe la mer Rouge. Elle est bordée de la barrière montagneuse du Hedjaz, que l'Asir (l'«inaccessible», en arabe) prolonge au sud. Le Hedjaz, d'une altitude moyenne de 1 200 m, culmine à 3 133 m.

Le plateau du Nedjd, d'une altitude moyenne de 1 000 m, occupe le centre du pays entre les deux déserts. À l'est, longue de 500 km en bordure du golfe Arabo-Persique, la plaine d'Hassa renferme d'importants gisements pétroliers.

Quelques wadis (cours d'eau) asséchés, excepté pendant la saison des pluies, traversent le plateau central.

## Climat

Le climat de l'Arabie Saoudite est continental. Une chaleur extrême et la sécheresse règnent dans la plus grande partie du pays.

Les températures moyennes en janvier et juillet à Riyad atteignent 14,4°C et 42°C. Aux mêmes périodes, les températures moyennes à Djedda sont de 22,8°C et de 30,6°C.

Riyad et Djedda enregistrent respectivement des précipitations annuelles de 100 mm et de 81 mm. En raison de la sécheresse générale, les rivières ou les lacs d'Arabie Saoudite ne sont pas permanents.

## Flore et faune

En raison de l'aridité générale, la végétation n'est pas abondante. Divers arbres fruitiers, notamment le dattier, et une grande variété de céréales et de légumes poussent dans les oasis et dans les autres régions qui disposent d'eau.

Parmi la faune locale figurent les hyènes, les renards, les chats sauvages, les panthères, les loups, les gazelles, les antilopes, les bouquetins ainsi que les autruches, les outardes, les cailles.

## Ressources naturelles

Les oasis fertiles sont souvent des villes et des villages, éparpillés à travers les déserts de l'Arabie Saoudite, au nord du Rub al-Khali. Des étendues plus vastes de pâturages sont situées dans le nord (prairie du Hamad) et sur le plateau. En raison du manque d'eau, les terres exploitables pour l'agriculture représentent moins de 1% du territoire.

Les immenses gisements pétroliers se trouvent dans la région côtière, près du golfe Arabo-Persique. Mis à part le pétrole, le sous-sol est peu riche. Il contient du fer, du cuivre, du plomb, du zinc, de l'or et de l'argent.

## 1.2. Population et société

### Démographie

L'Arabie Saoudite compte 17 700 000 habitants, soit une densité moyenne d'environ 8 habitants au km<sup>2</sup>. Cette population s'accroît de 2,6% par an. Au début des années 1990, 77 % de la population était urbaine. Le nombre d'étrangers vivant en Arabie Saoudite (essentiellement des Yéménites, des Soudanais et des Égyptiens) est compris entre 3 et 5 millions.

La population d'Arabie Saoudite est principalement constituée d'Arabes indigènes. La population des nomades, connus sous le nom de Bédouins, est en baisse (9%).

### Découpage administratif et villes principales

Depuis la réforme administrative de 1993, l'Arabie Saoudite est divisée en treize districts administratifs, avec des gouverneurs (émirs) nommés et des assemblées constituées de notables locaux. Les grandes villes élisent leur propre gouvernement municipal. Les villes et les villages sont administrés par les conseils des anciens.

Riyad («jardins», en arabe) est la capitale et la plus grande ville d'Arabie Saoudite (1 900 000 habitants). Les villes importantes sont Djedda, ville portuaire située sur la mer Rouge, La Mecque capitale religieuse de l'islam et le plus grand centre de pèlerinage, Médine (la «ville», en arabe), ville sainte, et Damman, centre pétrolier du golfe Arabo-Persique.

Dans les années 1980 fut construit le centre industriel de Yanbu, sur la mer Rouge.

### Langue et religion

L'arabe est la langue nationale.

L'islam est la religion officielle de l'Arabie Saoudite. La plupart des Saoudiens sont des musulmans sunnites, mais environ 300 000 chiïtes habitent le pays (dans l'est). La secte des wahhabites, qui a entrepris des réformes en Arabie au XVIII<sup>e</sup> siècle et a cherché à purifier et à simplifier la pratique de l'islam, a une grande influence sur les sunnites d'Arabie Saoudite.

### Éducation

L'enseignement est gratuit mais n'est pas obligatoire en Arabie Saoudite. Ces dernières décennies, des établissements de formation pédagogique ont été créés pour réduire la dépendance du pays envers les autres pays arabes pour le recrutement des professeurs. Le pays compte six universités : l'université de Riyad (1957), l'université du roi Abdul Aziz, à Djedda (1967), l'université du roi Fayçal, à Damman (1975), l'université Umm al-Qura, à La Mecque (1979) et les universités islamiques de Médine (1961) et de Riyad (1974). L'institut technique (1964) à Riyad, l'université du pétrole et des minerais (1963) à Dharan et un collège d'études islamiques fondé en 1933 à La Mecque sont trois autres établissements d'enseignement supérieur.

### Culture

Les bibliothèques les plus importantes d'Arabie Saoudite se trouvent à Riyad : la bibliothèque de l'université du Roi Séoud regroupe plus de 1 million de volumes. Les bibliothèques de La Mecque et de Médine abritent des collections de livres religieux. Un musée d'archéologie et d'ethnographie a été créé à Riyad en 1978.

### Gouvernement et vie politique

L'Arabie Saoudite est une monarchie. Le gouvernement se fonde sur la loi sacrée de l'islam (charia), qui est interprétée de manière stricte par les sages religieux (ou oulémas). L'Arabie Saoudite ne disposait pas d'une Constitution écrite jusqu'en mars 1992, lorsqu'une série de décrets royaux établirent une déclaration des droits, accrurent les pouvoirs des administrations de province et créèrent un conseil consultatif.

Le roi Fahd exerce les fonctions de chef d'État et de chef du gouvernement. La succession au trône n'est pas héréditaire et le prince couronné, qui succède au roi, est choisi dans la famille royale. La plupart des hauts fonctionnaires sont issus de la famille royale et de quelques autres familles occupant une position importante. L'Arabie Saoudite ne dispose pas d'un système législatif séparé ou de partis politiques. Les lois sont émises par le roi et ses ministres. En 1992, le roi Fahd créa le conseil de la Choura, un corps constitué de soixante ministres choisis comme conseillers par le roi. Mais ce conseil ne possède pas de pouvoirs législatifs.

Depuis une dizaine d'années, des mouvements contestataires religieux sont apparus. Le déploiement de troupes «infidèles» (occidentales) sur le sol saoudien lors de la guerre du Golfe a accentué ce phénomène.

La plus grande partie de l'opposition au régime provient maintenant des cercles fondamentalistes, qui dénoncent le système actuel anti-islamique et craignent que leurs valeurs ne soient remises en question par la culture étrangère occidentale.

Le système judiciaire de l'Arabie Saoudite s'appuie sur la charia, qui vient du Coran et du Hadith (recueil des traditions) du prophète Mahomet.

### Défense

Depuis le milieu des années 1960, les dépenses dans le secteur de la défense ont augmenté de façon spectaculaire. Le pays entretient deux armées distinctes. La première est la garde nationale (ou Garde blanche) qui rassemble des troupes tribales organisées de façon traditionnelle et compte environ 77 000 hommes. L'armée régulière est constituée d'une armée de terre de 70 000 hommes, d'une force aérienne de 18 000 hommes et d'une marine de 13 500 hommes. Ces forces sont en partie entraînées avec l'aide des pays étrangers et sont dotées d'équipements modernes (américains et français).

### 1.3. Economie

Le produit national brut (PNB) de l'Arabie Saoudite atteint 130 milliards de dollars, soit un revenu de 7 800 dollars par habitant, ce qui place le pays parmi les plus riches de la planète.

Par le passé, l'économie de l'Arabie Saoudite s'appuyait sur l'agriculture et l'élevage. Mais depuis le développement de l'industrie du pétrole, le gouvernement a cherché à diversifier sa base industrielle et à améliorer ses infrastructures en développant des routes, des aéroports, des ports maritimes et l'industrie énergétique. L'absence de main-d'œuvre formée ou qualifiée a entravé ses efforts.

Le système social est l'un des plus élaborés du monde. Un État-providence généreux et opulent «gâte» la population. Ainsi, de très nombreuses subventions sont allouées aux Saoudiens : l'eau, l'électricité et le gaz sont quasiment gratuits et les impôts sont inexistantes pour les particuliers.

Toutefois, la crise financière actuelle provoque une diminution de l'intervention de l'État dans l'économie, notamment dans le secteur de l'agriculture.

### Agriculture

L'agriculture emploie 9% de la population active et représente 7% du PNB.

L'Arabie Saoudite ayant longtemps été un pays importateur de produits alimentaires, l'agriculture est un secteur clé du développement. Aussi, l'irrigation a-t-elle été fortement développée ces dernières décennies.

Les principales cultures de l'Arabie Saoudite sont le blé (4 millions de tonnes), les pastèques (435 000 tonnes), les dattes (505 000 tonnes) et les tomates (435 000 tonnes). Les autres cultures importantes sont l'orge, le sorgho, les produits laitiers, les oignons, le raisin et les agrumes.

Le cheptel est constitué de 7,1 millions de moutons, 3,4 millions de chèvres, 210 000 bovins et 420 000 chameaux.

Les forêts représentent moins de 1% de l'Arabie Saoudite. La pêche est peu développée : 49 500 tonnes de poisson sont pêchées chaque année.

### Mines et industries

L'industrie pétrolière saoudienne est née en 1938. Elle représente actuellement la principale richesse nationale : 1/3 du PNB mais seulement 2% de la population active.

Les réserves confirmées de pétrole de l'Arabie Saoudite excèdent 250 milliards de barils. Le pays est actuellement le premier producteur et le premier exportateur mondial de pétrole.

L'essentiel de la production provient de l'est du pays; les forages en mer se font dans le golfe Arabo-Persique. Pour faciliter le transport du pétrole brut vers les principaux marchés, l'oléoduc transarabique, connu sous le nom de Tapline, fut achevé en 1950. Il transporte le pétrole brut vers Sidon (Saïda) au Liban. Un autre oléoduc, qui relie les champs pétrolifères de l'est du pays autour de Buqayq avec le port de Yanbu sur la mer Rouge, fut terminé au début des années 1980. Néanmoins, la plus grande partie du pétrole a continué à être exportée à partir des terminaux du golfe Arabo-Persique, particulièrement les ports de Ras Tanoura et de Damman.

Les immenses réserves du pays et le niveau élevé de production de pétrole ont fait de l'Arabie Saoudite un interlocuteur puissant dans l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui joue un rôle important au niveau de la fixation des cours mondiaux du pétrole.

L'Arabie Saoudite produit aussi des quantités considérables de gaz naturel : la production annuelle est de 37,7 milliards de m<sup>3</sup>.

À l'exception du pétrole et des produits dérivés du pétrole, le calcaire, le gypse, le marbre, l'argile, le sel et l'or sont les seuls minerais importants extraits en Arabie Saoudite.

L'industrie de transformation a été diversifiée depuis les années 1970. Les principaux produits sont le pétrole raffiné, la pétrochimie, l'agroalimentaire, le textile, les engrais et le ciment. Le pays produit annuellement environ 68 milliards de kilowattheures d'électricité, dont la quasi-totalité est générée par des installations thermiques.

## Échanges

### Commerce extérieur

Les exportations de pétrole ont rapidement augmenté dans les années 1970 et ont chuté presque aussi brusquement dans les années 1980. Le pétrole est la principale source de revenus (30 milliards de dollars par an). Les principaux produits importés sont les machines, les métaux et les produits métalliques, les équipements de transport, les produits agroalimentaires, l'armement et le textile. Les principaux partenaires commerciaux de l'Arabie Saoudite sont les États-Unis, le Japon, la France, l'Italie, l'Allemagne, la Corée-du-Sud et les Pays-Bas.

Près de 1 million de pèlerins musulmans viennent chaque année visiter La Mecque, le lieu où est né le prophète Mahomet, et Médine où se trouve sa tombe. Ces pèlerinages représentent un revenu annuel de 2 milliards de dollars.

L'unité monétaire de l'Arabie Saoudite est le rial de 100 halalah, émis pour la première fois en 1952.

### Transports et communications

L'Arabie Saoudite possède un réseau routier en expansion. Il représente environ 127 700 km, 1/3 seulement des routes étant asphaltées. Environ 875 km de voies ferrées en service desservent l'Arabie Saoudite, la ligne principale reliant Riyad à Damman. Les ports de Djedda et de Yanbu sont situés sur la mer Rouge et Djubail, Damman et Ras Tanoura sont les principaux ports exportateurs de pétrole du golfe Arabo-Persique. La compagnie aérienne publique de l'Arabie Saoudite assure des vols nationaux et internationaux. Les principaux aéroports sont situés à Dharan, Djedda et Riyad.

L'Arabie Saoudite publie dix quotidiens, dont trois en langue anglaise. Les stations de radio et les chaînes de télévision sont nationalisées. L'audiovisuel et les moyens de télécommunication sont très développés.

#### 1.4. Histoire

L'Arabie fut vraisemblablement la patrie des Sémites, qui s'établirent au début du IV<sup>e</sup> millénaire av. J.-C. en Mésopotamie et en Palestine et furent plus tard identifiés sous le nom d'Assyro-Babyloniens, de Cananéens et d'Amorites.

##### Période antique

Au I<sup>er</sup> millénaire av. J.-C., le royaume minyen occupait la province de l'Asir et le sud du Hedjaz en bordure de la mer Rouge. Sa capitale, Saba, se trouvait sur le territoire du Yémen actuel. Les Minyens étaient des nomades et des bergers qui devinrent finalement d'importants marchands d'encens. Après que les Minyens se furent retirés de leur comptoir commercial à al-Ula au I<sup>er</sup> siècle av. J.-C., les Nabatéens fondèrent un centre de commerce dans le Nord. Ni Alexandre le Grand, ni les Romains ne purent réaliser leur projet de conquête de la péninsule Arabique. Par la suite, les Éthiopiens et les Perses luttèrent pour établir leur hégémonie sur le pays. Si le sud de la péninsule resta indépendant, le royaume des Nabatéens, dont la capitale était Pétra (en Jordanie actuelle) fut conquis par les Romains au début du II<sup>e</sup> siècle apr. J.-C. Il fut soumis aux influences romaines et chrétiennes. Au IV<sup>e</sup> siècle, le Hedjaz se décomposa en plusieurs villes-États, orientées vers le commerce. La Mecque supplanta la ville nabatéenne de Pétra.

##### Naissance de l'islam

Mahomet, le prophète de l'islam, naquit à La Mecque en 570. Son enseignement suscita l'opposition des habitants et il dut s'exiler à Médine en 622. En 630, il revint avec ses disciples et conquiert La Mecque. Après sa mort, ses successeurs continuèrent à conquérir et à convertir le monde arabe et la Perse. Paradoxalement, le califat fut d'abord instauré à Damas en 660, puis à Bagdad en 750 : le pays natal de Mahomet devint lui-même moins important au sein de l'Empire musulman. Après 1269, la majeure partie du Hedjaz passa sous la souveraineté nominale des Mamelouks d'Égypte. L'Empire ottoman en obtint le contrôle lorsque les Turcs ottomans conquièrent l'Égypte en 1517; mais ceux-ci se révélèrent incapables d'étendre leur autorité à l'intérieur du pays. Au XV<sup>e</sup> siècle, la dynastie saoudienne fut fondée près de l'actuelle ville de Riyad par Muhammad ibn Séoud.

##### L'ascension wahhabite

Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, le chef religieux Muhammad ibn Abd al-Wahhab appela, contre les chiïtes, à un retour à l'islam originel. Il fonda un mouvement religieux fondamentaliste, le wahhabisme. Une étroite alliance s'établit entre la dynastie des Saoud et les wahhabites, qui fondèrent un État dans le Nedjd en 1744. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, ils détruisirent la ville sainte chiïte de Kerbela, en Irak, s'emparèrent de La Mecque en 1802 et de Médine en 1804. Muhammad Ali, gouverneur d'Égypte, s'employa à les en chasser de 1811 à 1818. Cependant, les wahhabites et les Saoudiens ne furent pas vaincus et se retirèrent à Riyad, dont ils firent leur capitale en 1818. Progressivement, les Saoudiens reconquirent la majeure partie des territoires qu'ils avaient perdus. Après 1865, la dynastie sombra dans la guerre civile et le royaume fut partagé entre les divers clans et les Ottomans : vaincue, la famille saoudienne s'exila au Koweït.

##### Le règne d'Ibn Séoud

En 1902, Ibn Séoud reprit Riyad et en 1906, ses forces armées envahirent la région du Nedjd. Il s'empara de la région du Hassa en 1913, de La Mecque et de Médine en 1924, de Djedda en 1925 et de la région de l'Asir en 1926. Il fonda les royaumes du Hedjaz (dont il

se proclama roi) et du Nedjd en 1926-1927. En 1932, après avoir réalisé l'unification des territoires conquis, il rebaptisa son vaste royaume Arabie Saoudite.

En 1938, d'importants gisements de pétrole furent découverts. Grâce aux royalties de l'industrie pétrolière, le roi Ibn Séoud put développer un programme intensif de modernisation, notamment dans les secteurs de l'approvisionnement en eau, l'agriculture, l'industrie de transformation et la santé publique.

Sur le plan international, les relations étaient tendues avec les voisins du nord, la Jordanie et l'Irak. Ces deux royaumes étaient en effet dirigés par les fils de Hussein, sharif de La Mecque qu'Ibn Séoud avait chassé. Ce n'est qu'en 1936 qu'un traité de non-agression fut conclu entre l'Irak et l'Arabie Saoudite. Par ailleurs, Ibn Séoud adopta une politique amicale envers les États-Unis et la Grande-Bretagne. Du côté des Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale, il autorisa la construction d'une base aérienne américaine à Dhahran mais resta officiellement neutre jusqu'en mars 1945, date à laquelle il déclara la guerre à l'Allemagne et au Japon. En 1945, l'Arabie Saoudite devint membre de l'Organisation des Nations unies et de la Ligue arabe. Elle était opposée à la création d'Israël mais s'impliqua peu dans la guerre de 1948-1949 contre Israël.

En 1945, l'Arabie céda l'exploitation de ses ressources pétrolières aux États-Unis. À cette occasion fut fondée la compagnie pétrolière américano-arabe Aramco. En 1951, il fut décidé que 50 % des bénéfices d'exploitation de la compagnie devaient être versés à l'Arabie Saoudite.

#### La guerre froide

Le roi Ibn Séoud mourut le 9 novembre 1953. Son fils aîné Séoud ibn Abd al-Aziz lui succéda. Prônant la neutralité arabe dans la guerre froide opposant l'Est et l'Ouest, l'Arabie Saoudite s'opposa au pacte de Bagdad signé en 1955 par la Turquie, l'Irak, l'Iran, le Pakistan et la Grande-Bretagne. La même année, des représentants de l'Arabie Saoudite assistèrent à la conférence de Bandung des non-alignés. En octobre 1955, les forces britanniques du sultanat de Mascate et d'Oman reprirent une oasis située dans une zone de conflit occupée en 1952 par la police saoudienne. L'Arabie Saoudite fit appel, mais en vain, à l'Organisation des Nations unies pour obtenir son soutien contre les Britanniques. L'Arabie Saoudite se rapprocha de l'Égypte nassérienne et de la Syrie, qu'elle soutint financièrement par ailleurs. Après que les Israéliens, les Britanniques et les Français eurent conjointement attaqué l'Égypte en 1956, l'Arabie Saoudite durcit ses relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne et la France, et cessa d'approvisionner leurs tankers en pétrole. Après la crise de Suez, l'influence américaine en Arabie Saoudite s'accrut encore. Le roi Séoud effectua une visite aux États-Unis en janvier 1957 : en échange de facilités en Arabie Saoudite (base aérienne de Dhahran), les États-Unis fourniraient des armes au pays.

En mars 1958, le roi Séoud conféra ses pouvoirs exécutifs et législatifs au Premier ministre, son frère le prince héritier Fayçal ibn Abd al-Aziz, tout en conservant le droit de veto. En mai, un décret royal établit un cabinet. Toutefois, en 1960, le roi Séoud démit Fayçal, reprit le contrôle du gouvernement et assumait lui-même les fonctions de Premier ministre.

Lors d'une conférence à Bagdad du 10 au 14 septembre 1960, l'Arabie Saoudite, l'Irak, l'Iran, le Venezuela et le Koweït fondèrent l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) afin de coordonner leurs politiques et de maintenir les prix du pétrole.

En octobre 1962, le roi Séoud renonça de nouveau à sa fonction de Premier ministre en faveur de Fayçal. Entre-temps, les relations avec l'Égypte s'étaient détériorées, du fait de la révolution de septembre 1962 au Yémen : l'Égypte apporta son soutien au nouveau

gouvernement républicain tandis que l'Arabie Saoudite accueillait l'imam yéménite en exil et s'engageait à l'aider à remonter sur le trône. Ce soutien provoqua le bombardement de villes saoudiennes par l'aviation égyptienne en novembre 1962.

Le prince Fayçal, qui avait renforcé son pouvoir et introduit des réformes économiques et sociales importantes, succéda à Séoud le 2 novembre 1964. Il désigna son demi-frère, le prince Khaled ibn Abdul, comme successeur.

#### Les conflits israélo-arabes

En 1967, peu avant la guerre des Six Jours, le roi Fayçal exprima son soutien total au président égyptien Gamal Abdel Nasser et envoya 20 000 hommes en Jordanie pour combattre Israël. Le 6 juin, toutes les exportations de pétrole d'Arabie Saoudite vers la Grande-Bretagne et les États-Unis furent suspendues; toutefois, les relations diplomatiques ne furent pas rompues; le commerce du pétrole reprit après la défaite arabe.

Une conférence au sommet des pays arabes se tint plus tard dans l'année et déboucha sur le retrait de l'Égypte du Yémen; en juillet 1970, l'Arabie Saoudite reconnut officiellement le gouvernement républicain du Yémen après sept années d'affrontements frontaliers intermittents. L'Arabie Saoudite accrut son aide à l'Égypte pour compenser la perte de revenus occasionnée par la fermeture du canal de Suez pendant la guerre. Le roi Fayçal continua à demander une action panislamique contre Israël; cependant, il fut toujours réticent à militer contre l'Occident.

Lors de la guerre du Kippour, l'Arabie Saoudite joua un rôle décisif en suspendant brièvement les livraisons de pétrole vers les pays qui avaient soutenu Israël et en multipliant par quatre le prix mondial du pétrole. Le choc pétrolier et la participation majoritaire acquise en 1974 par l'Arabie Saoudite dans la société Aramco, augmentèrent fortement les revenus du gouvernement et permirent de financer un plan important de développement économique.

#### Puissance financière et militaire

En mars 1975, le roi Fayçal fut assassiné par un neveu. Le prince Khaled, lui succéda en titre, mais la réalité du pouvoir fut exercée par son demi-frère, le prince héritier Fahd. À l'initiative du ministre du pétrole, le cheikh Yamani, le royaume prit le contrôle total des actifs d'Aramco à partir de janvier 1976. Son influence empêcha l'OPEP d'augmenter les prix comme le souhaitait la majeure partie des pays membres. Une grande partie des pétrodollars qui entraient dans le pays furent réinvestis à l'Ouest ou utilisés pour acheter des armes, mais des problèmes tels que l'inflation et un rythme de développement difficile à gérer subsistèrent.

L'Arabie Saoudite, qui était encore considérée comme une force de modération dans le conflit israélo-arabe, considéra négativement le rapprochement intervenu entre Israël et l'Égypte après 1977 : après la signature d'un traité de paix entre les deux pays en 1979, l'Arabie Saoudite supprima son soutien financier à l'Égypte et durcit ses relations diplomatiques. La révolution iranienne qui eut lieu la même année et la prise de la Grande Mosquée à La Mecque par des fondamentalistes musulmans fut un choc pour le gouvernement saoudien, qui accrut par la suite sa puissance militaire et les mesures de sécurité, avec l'aide des États-Unis. Le roi Khaled mourut en juin 1982 et le prince héritier Fahd lui succéda. En juillet 1987, au moins quatre cents personnes furent tuées à La Mecque lorsque des pèlerins chiites iraniens affrontèrent la police saoudienne. Plus de mille quatre cents pèlerins moururent en juillet 1990 après une panique.

## La guerre du Golfe

La prise du Koweït par l'Irak en août 1990 eut des répercussions militaires, politiques et économiques importantes en Arabie Saoudite. Une coalition dirigée par les États-Unis prit position sur le territoire saoudien pour le défendre contre une éventuelle invasion irakienne et, ultérieurement, pour libérer le Koweït et anéantir l'armée irakienne lors de la guerre du Golfe. Entre-temps, afin de compenser la perte des livraisons de pétrole en provenance de l'Irak et du Koweït, l'Arabie Saoudite augmenta fortement sa production de pétrole. Des réformes politiques décrétées par le roi Fahd en 1992 mirent en place un conseil consultatif, la Choura (qui se réunit pour la première fois en décembre 1993) et une déclaration des droits; elles modifièrent aussi les règles de succession.

Les problèmes économiques devinrent manifestes en 1993. Les États-Unis avaient insisté pour que l'Arabie Saoudite paie pour la guerre du Golfe, ce qui coûta au pays 51 milliards de dollars. En dépit de ses problèmes économiques, l'Arabie Saoudite aida à déjouer un plan iranien visant à augmenter artificiellement le prix du pétrole en mars 1994.

L'Arabie Saoudite a été le plus ardent défenseur des pourparlers israélo-palestiniens. Mais le soutien de Yasser Arafat à Saddam Hussein lors de l'invasion du Koweït a fourni aux Saoudiens une occasion de réduire considérablement les aides financières consenties à l'OLP (près de 500 millions de dollars en vingt-cinq ans).

## 2 – RELATIONS EXTERIEURES

### 2.1. Les liens avec l'Occident.

Les Saoudiens sont parfaitement conscients qu'aux yeux des Occidentaux, leur unique intérêt est d'être assis sur le quart des réserves pétrolières mondiales et d'assurer le tiers des approvisionnements en brut. Pour les Saoudiens, il faut donc intéresser ces puissances à la protection du régime. C'est ce qu'ils font en garantissant un approvisionnement ininterrompu et bon marché en ressources énergétiques, en réinvestissant chez elles leurs surplus et en achetant auprès d'elles des armements.

Le premier chef d'état non musulman qu'ait jamais rencontré Ibn Saoud est américain. Pétrole saoudien contre protection américaine, c'est à cette période que remonte la relation spéciale entre l'Arabie Saoudite et les États-Unis. Cette relation est marquée dès les premières années par une contradiction majeure : l'allié principal est aussi le protecteur inconditionnel de l'ennemi israélien. Les relations seront alors marquées de hauts (condamnation de l'intervention franco-britannique à Suez) et de bas (reconnaissance du gouvernement républicain du Yémen par les U.S.A. jusqu'à la doctrine NIXON). Sa traduction régionale est précisée en 1972 par la théorie des "piliers jumeaux" : L'Arabie Saoudite et l'Iran sont les deux piliers de la stabilité dans le Golfe. Mais il est vite évident que pour le président américain, c'est au chah d'Iran qu'incombe le rôle de gendarme du Golfe. L'encouragement américain aux visées hégémoniques de l'Iran et le soutien à Israël lors du conflit de 1967 inspire un vif mécontentement au roi Fayçal qui commence à se tourner vers d'autres pays, notamment la France.

La révolution islamique d'Iran ouvre une nouvelle période de méfiance. De plus, le gel des avoirs iraniens fait soudain prendre conscience que la même chose pourrait arriver aux investissements saoudiens aux U.S.A., si jamais une crise grave opposait Ryad à Washington. Les Saoudiens se réjouissent de voir les Républicains revenir aux affaires avec Reagan.

Cependant ce président met rapidement en place une politique pro-israélienne, son secrétaire d'état A. Haig essaie sans succès d'enrôler l'Arabie Saoudite dans son consensus stratégique anti-soviétique qui inclurait aussi bien Israël que l'Arabie. Le désaccord devient total après l'invasion israélienne au Liban, néanmoins le plan de médiation du roi Fahd est reçu favorablement à Washington en 1981 et le plan Reagan en 1982 s'en rapproche notablement.

Pour les Saoudiens, G.Bush est le président selon leur coeur. Homme du pétrole, ancien patron de la C.I.A, il connaît le Moyen-Orient. Il inaugure un dialogue avec l'O.L.P. et condamne les implantations israéliennes dans les territoires occupés. Lors de l'invasion irakienne du Koweït, la rapidité avec laquelle il réagit, contraste avec le flottement observé à Ryad. L'écrasement de l'Irak par la coalition est porté par les Saoudiens au crédit exclusif des U.S.A. Au lendemain de la guerre, les pays du Golfe paient la facture et la presque totalité des contrats militaires sont attribués aux Etats-Unis.

L'arrivée du nouveau président démocrate Clinton ouvre une période de méfiance (refus pendant deux ans d'accréditer le nouvel ambassadeur U.S. à Ryad). L'intransigeance de Clinton envers l'Irak et l'Iran ne suffit pas à convaincre Ryad de normaliser ses relations avec l'état hébreu. L'Arabie Saoudite cherche à se prémunir des campagnes déclenchées de l'extérieur par des états comme l'Irak, l'Iran, la Syrie, ou la Libye.

Désormais l'Arabie Saoudite entend faire en sorte que la présence militaire des Etats-Unis se fasse la plus discrète possible (ainsi Dhahran n'a plus le caractère officiel de base américaine, mais c'est quand même bien une enclave militaire américaine en territoire saoudien).

Une des constantes de la relation américano-saoudienne est cet aveuglement de Washington de voir que la sécurité du régime dépend bien davantage de ces considérations politiques intérieures et régionales que du parapluie militaire américain.

Jusqu'à présent L'Arabie Saoudite a du mal à raisonner dans le cadre de l'Union européenne, que Ryad considère comme un simple marché commun, symétrique en termes d'économie au Conseil de coopération du Golfe. Ce qui explique que Ryad concentre son activité diplomatique sur les principales capitales, notamment Londres et Paris, négligeant la Commission de Bruxelles et le Parlement de Strasbourg.

Dans les relations avec la Grande-Bretagne, il y a nettement une césure entre deux époques: avant et après la seconde guerre mondiale. Londres a été la grande puissance arbitre dans cette région, reconnaissant les premières conquêtes et le régime d'Ibn Saoud, mais n'hésitant pas à le stopper militairement à plusieurs reprises. Quelques jours après avoir rencontré Roosevelt, l'entrevue d'Ibn Saoud avec un W.Churchill provocateur convainc le monarque que la Grande-Bretagne est une puissance finissante.

Une nouvelle intervention militaire britannique en 1952 dans un conflit frontalier et l'intervention à Suez amènent Ryad à la rupture des relations diplomatiques qui ne seront renouées qu'en 1963. Cependant le déclin de la puissance britannique et l'attitude pro-israélienne de la politique britannique justifient pour l'Arabie Saoudite une certaine distance envers Londres jusqu'en 1973. Il faudra attendre l'arrivée au pouvoir de Mme Thatcher, dont les dirigeants saoudiens apprécient la fermeté face à l'indécision de Carter pour voir les relations s'améliorer. Quand, en 1985, le Congrès des Etats-Unis refuse de vendre certains armements à l'Arabie Saoudite, c'est naturellement que Ryad se tourne vers Londres. D'autres grands contrats seront signés à l'issue de la guerre du Golfe, sans commune mesure avec ceux qui échoient à Washington, afin de remercier Londres du rôle-clé joué dès les premières heures du conflit. Cependant, l'installation du principal opposant au régime saoudien sur le sol britannique, Mohammed Al Massaari, engendre encore des tensions.

Pendant les trente premières années du royaume saoudien, la France et l'Arabie Saoudite se sont pratiquement ignorées quand les relations n'étaient pas franchement mauvaises (politique algérienne de la France, intervention à Suez). Le vrai point de départ des rapports franco-saoudiens est la décision du Général de Gaulle d'imposer un embargo sur les armes à destination des pays belligérants du Proche-Orient, et notamment à Israël proche client de la France. La France apparaît alors comme une alternative à la dépendance presque exclusive des Etats-Unis. Les réactions diplomatiques françaises après l'intervention israélienne au Liban, le soutien apporté aux Palestiniens rassurent les Saoudiens, inquiets par l'arrivée de F.Mitterrand. Pourtant, malgré l'implication totale de la France pendant Tempête du désert, la méfiance des dirigeants saoudiens est ranimée par les tentatives diplomatiques de dernière minute auprès de S.Husseïn.

Les efforts français pour obtenir la levée de l'embargo contre l'Irak et le fait que Paris accuse l'Arabie Saoudite de financer secrètement les mouvements islamistes au Maghreb et en France n'arrangent pas les relations. Néanmoins la coopération militaire se poursuit avec quelques contrats d'armement. Il est à noter que le prince Saoud, chef de la diplomatie saoudienne, est le premier visiteur étranger reçu par le président J.Chirac.

## 2.2. Les relations avec les autres partenaires.

Le 17 septembre 1989, après un gel de plus de cinquante ans, la Russie et l'Arabie Saoudite annoncent la reprise de leurs relations diplomatiques. Pourtant, ce pays a été la première grande puissance à ouvrir une délégation en Arabie Saoudite. Cependant, après la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale, la guerre froide se double pour Ryad d'une incompatibilité absolue entre communisme athée et hostile aux monarchies et l'Islam tel que le conçoivent les Saoudiens. D'autre part, Ryad accuse Moscou de visées expansionnistes vers les mers chaudes et le pétrole. Ils en voient la preuve dans les alliances que passe Moscou avec l'Irak, la Somalie, l'Ethiopie, le Yémen du Sud. Le plus grave est bien sûr l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan en 1979 car, outre leur progression vers les champs de pétrole, c'est en fait une agression d'une idéologie athée contre un peuple musulman. L'Arabie Saoudite fera décréter la djihad par l'Organisation de la conférence islamique. L'Afghanistan devient une cause sacrée. L'état, mais aussi de simples particuliers, financent la rébellion afghane. Des volontaires saoudiens vont, par centaines, se battre contre les Russes. Il faudra une dizaine d'années pour voir une reprise des relations diplomatiques.

Pendant la crise du Golfe, l'Arabie Saoudite n'a qu'à se louer des Soviétiques qui, sans intervenir militairement, autorise le recours à la force contre l'Irak, certes aidés par la promesse d'une aide saoudienne d'un milliard de \$. L'assouplissement sous M.Gorbatchev ouvre l'Asie centrale et ses 50 millions de musulmans à l'influence saoudienne qui voudrait lutter ainsi contre l'influence iranienne et turque. Cependant la crise tchéchène et le sort des musulmans bosniaques face aux serbes soutenus par Moscou n'ont fait que rafraîchir les relations des deux pays.

Le Pakistan, état islamique depuis sa naissance en 1947, est un allié stratégique de Ryad. Tout en conservant ses relations avec l'Inde, l'Arabie Saoudite penche nettement en faveur d'Islamabad, notamment dans le dossier du Cachemire. Si le soutien saoudien fait rarement défaut au Pakistan, Ryad est nettement plus à l'aise avec des dirigeants conservateurs et autoritaires qu'avec les leaders du Parti du peuple pakistanais comme Ali Bhutto ou sa fille Benazir. La coopération militaire est également étroite. Après la lutte menée conjointement en Afghanistan des accords de défense ont été signés en 1982. Depuis, plusieurs milliers de soldats pakistanais stationnent sur le royaume saoudien.

Lors de l'invasion soviétique en Afghanistan, l'Arabie Saoudite a déclaré le djihad et engagé tout son poids politique et financier pour appuyer les maquisards afghans. L'achèvement du retrait de l'Armée rouge a engendré un nouveau casse-tête pour la diplomatie saoudienne. Dès le début 1989, Ryad reconnaît le nouveau gouvernement provisoire, mais l'incapacité des factions afghanes à gouverner ensemble ne tarde pas à provoquer une guerre civile mettant aux prises les anciens protégés de l'Arabie Saoudite. En décembre 1994, l'ancien ministre de l'Information reproche aux moudjahidines d'avoir, par leur comportement, discrédité la notion de djihad.

Du point de vue de l'Arabie Saoudite, en Afrique seuls les Etats riverains de la mer Rouge présentent un intérêt stratégique. Ceci explique l'interventionnisme saoudien en Ethiopie, en Somalie, au Soudan depuis les années 1970. Il ne s'agit pas, évidemment, d'un interventionnisme militaire, mais d'une aide financière judicieusement appliquée dans l'intérêt politique de l'état saoudien. C'est ainsi que Ryad a réussi à convaincre la Somalie en 1977, de rompre son alliance avec Moscou pour se rapprocher de Washington. Le renversement de Haïlé Sélassié en Ethiopie par des militaires pro-soviétiques est perçu à Ryad comme une grave menace pour le royaume. La diplomatie officielle, et secrète, de l'Arabie s'applique à affaiblir le régime éthiopien par tous les moyens. C'est toujours au nom de la lutte contre l'expansion soviétique que Ryad finance en Angola l'UNITA de Jonas Savimbi, pourtant d'inspiration marxiste à ses débuts.

Avec le reste de l'Afrique noire, l'approche est toute différente. L'Arabie Saoudite est l'un des principaux bailleurs de fonds du Tiers-Monde, consacrant à cette aide entre 3 et 5% de son PIB. Mais cette aide est souvent conditionnelle. Elle comporte des contreparties politiques et religieuses. Les Etats bénéficiaires sont invités à se détourner des pays hostiles (pays communistes, Libye, etc.). Ils sont également vivement incités à favoriser le développement de l'islam.

### 2.3. L'Arabie au sein du monde arabe.

On a sans doute beaucoup exagéré l'influence de l'Arabie Saoudite dans le monde arabe. En dépit de ses moyens financiers considérables et de la présence des lieux saints sur son territoire, l'Arabie Saoudite ne peut se situer, sur le même plan que l'Egypte ou la Syrie. Pour compenser cet état, la diplomatie saoudienne, à partir du milieu des années 1970, a fait un large usage de ce qu'on a appelé la "diplomatie du chèque", finançant ses amis pour les conserver, et parfois ses adversaires pour les retourner ou s'en protéger. Malheureusement, l'argent ne garantit pas toujours une reconnaissance durable. Davantage qu'un leader, l'Arabie s'est donc employée à jouer, parfois avec succès, un rôle de médiateur entre deux pays arabes, parfois même en finançant les deux partis.

Il y a quelque chose de paradoxal dans les relations, plutôt bonnes, qu'entretiennent l'Arabie Saoudite et la Syrie, si l'on tient compte de tout ce qui les oppose. La Syrie est gouvernée par le parti laïque baath, le groupe dirigeant est chiite, hérétique pour des wahhabites, Damas est un allié de Moscou et de l'Iran. Un facteur-clé peut expliquer en grande partie ce paradoxe : La mère du prince Abdallah, en charge des relations avec la Syrie, est issue d'une tribu originaire de Syrie et sa troisième épouse est syrienne et apparentée au président Hafez Al Assad. Depuis la guerre d'octobre 1973, la Syrie vit dans une large mesure de l'assistance financière saoudienne. Ryad utilise ce levier pour convaincre Damas d'accepter les accords israélo-égyptiens. Lors du déclenchement de la crise libanaise en 1975, l'Arabie Saoudite

soutient le point de vue syrien et apporte son appui à la constitution d'une force d'interposition arabe (en réalité essentiellement syrienne).

Malgré ses accords avec Moscou, le soutien à Téhéran pendant la guerre Iran-Irak ou le fait d'abriter des organisations révolutionnaires hostiles à l'Arabie Saoudite, les relations avec Ryad sont équilibrées, les dirigeants saoudiens achetant la protection syrienne et le président Assad tirant parti de la vulnérabilité du royaume.

Entre l'Arabie et l'Égypte, il y a eu des périodes d'hostilité et d'autres de rapprochement et même d'alliance. Ne pouvant concurrencer l'Égypte sur sa position au sein du monde arabe, Ryad a choisi de jouer à fond ses deux atouts maîtres :

l'Islam et les ressources financières. Après l'inquiétude qui a suivi la déposition du monarque égyptien en 1952, le premier contact entre Nasser et le roi Saoud est très bon. La découverte de complots inspirés par l'Égypte va mettre fin à cette idylle. Le soutien égyptien, appuyé par un contingent militaire, à la révolution républicaine yéménite aggrave encore la tension, qui aboutit à un duel entre Nasser et Fayçal qui a destitué Saoud. La défaite de l'Égypte face à Israël en 1967 permet d'amorcer un réchauffement des relations. Ce rapprochement va s'accroître avec l'arrivée de Sadate que Fayçal encourage à se tourner vers Washington, cependant Sadate va trop loin et Ryad rompt ses relations avec Le Caire après la signature des accords de Camp David. Depuis l'arrivée de Moubarak et face aux différentes crises au Moyen-Orient, les relations se normalisent, même si l'Égypte s'estime mal remerciée de son engagement au côté de l'Arabie durant la deuxième guerre du Golfe.

Depuis le renversement de la monarchie hachémite en 1958, la méfiance n'a jamais disparu des rapports entre l'Irak et Ryad. Dans les années 70, Bagdad était la base des mouvements révolutionnaires hostiles aux monarchies du Golfe. L'Irak se révélera par ailleurs un redoutable adversaire à la politique pétrolière des prix bas de Ryad. Se sentant menacé après la révolution iranienne, Saddam Hussein amorce un rapprochement. L'Arabie soutiendra financièrement, de manière très importante, l'Irak, dans sa guerre contre l'Iran. Mais la fin de la guerre Iran-Irak n'a en rien diminué les ambitions de S. Hussein et, malgré la bonne volonté saoudienne, Bagdad passe aux actes en envahissant le Koweït. Depuis les dirigeants saoudiens se prononcent pour la poursuite de l'embargo tant que S. Hussein restera au pouvoir.

Indépendamment du régime en place à Téhéran depuis 1979, trois raisons au moins expliquent la crainte permanente que ressent l'Arabie Saoudite à l'égard de l'Iran. L'Iran contrôle toute la rive Nord-Est du Golfe, dit " Persique ", et surtout son unique voie d'accès, le détroit d'Ormuz ; ce pays est le plus peuplé de la région (65 millions d'habitants) et entretient des velléités hégémoniques sur la péninsule arabique; enfin, il est peuplé et dirigé par des chiites soucieux d'exporter leur révolution dans les monarchies "corrompues".

La rivalité au sein de l'OPEP et la lutte pour le leadership du monde musulman depuis la révolution islamique iranienne ne font que compliquer davantage encore une opposition inscrite dans la géographie physique et humaine des deux rives du Golfe.

Depuis lors, les relations entre Téhéran et Ryad sont marquées par de vives tensions (affrontements meurtriers sur les lieux saints, prise de l'ambassade saoudienne à Téhéran), entrecoupées de détentes sans lendemain.

Rien ne peut être simple entre les descendants d'Ibn Saoud et ceux du chérif Hussein de La Mecque, dépossédé du Hedjaz en 1926 par le premier. Avec l'avènement du jeune roi

Hussein, les vieilles rivalités, sans disparaître, sont mises entre parenthèses. La même rivalité face à Nasser va rapprocher les deux pays. Lors de la guerre de juin 1967, Ryad dépêche (en prenant son temps) une brigade sur le front israélo-jordanien et aide par la suite au réarmement d'Amman.

Une médiation saoudienne intervient dans la crise de Septembre Noir (1970) et surtout lorsque la tension entre la Syrie et la Jordanie est à son comble.

Les années 1980 marquent un rapprochement sensible entre Ryad et Amman, mus par la même hostilité à l'égard de l'Iran. Il n'en va pas de même lors de la crise suivante. L'hostilité de la Jordanie à l'envoi de forces étrangères en Arabie Saoudite, le soutien évident à S.Hussein entraîne des représailles immédiates de Ryad. Aux yeux des Saoud, Hussein aggrave son cas en souhaitant reprendre le titre de chérif, tout comme son arrière-grand-père, laissant entendre qu'il a des visées sur les Lieux saints (La Mecque et Médine) perdus en 1924. Mais en juillet 1995, l'Arabie Saoudite décide de normaliser ses relations avec la Jordanie et de nommer un ambassadeur à Amman. Le 11 février 1996, pour la première fois depuis cinq ans, le roi Hussein est reçu à Djeddah par Abdallah et Sultan.

Dès les débuts de la guerre civile au Liban en 1975, l'Arabie Saoudite tente une médiation. En octobre 1976, l'Arabie Saoudite convoque à Ryad un sommet arabe qui obtient (provisoirement) un cessez-le-feu et qui institue la FAD (Force arabe de dissuasion), armée inter-arabe d'interposition en pratique essentiellement syrienne et presque entièrement financée par l'Arabie Saoudite. Pendant toute la durée du conflit libanais, la diplomatie saoudienne continue de tenter de favoriser une solution politique mais finance la plupart des milices libanaises. Lors de l'invasion israélienne du Liban (juin 1982), Fahd essaie d'utiliser son influence auprès des Etats-Unis pour contenir l'avancée des troupes israéliennes et sauver Yasser Arafat et ses hommes. A l'automne 1989, les efforts saoudiens se révèlent payants : les parlementaires libanais se réunissent sous l'égide saoudienne et parviennent à élaborer un nouveau compromis constitutionnel mettant fin à la guerre. Les bonnes relations entre Ryad et Damas ont facilité la conclusion de cet accord.

Tout en soutenant la cause du peuple palestinien dès 1948, l'Arabie Saoudite n'a eu que méfiance pour les organisations palestiniennes. Cela n'empêche pas Ryad de laisser l'OLP ouvrir un bureau à Ryad, sans toutefois héberger de camps d'entraînement. L'Arabie Saoudite devient rapidement le principal pourvoyeur de fonds de la centrale palestinienne. Yasser Arafat, jugé modéré et musulman pratiquant fait de fréquentes visites à Ryad. Par ailleurs, l'Arabie tente de convaincre les Etats-Unis qu'il n'y a pas de solution au Proche-Orient sans l'OLP. La reconnaissance d'Israël par l'OLP le 4 septembre 1988 est appréciée à Ryad. Le choc n'en est que plus vif lorsqu'après l'invasion du Koweït, la direction de l'OLP sympathise avec S.Hussein. En représailles, le royaume interrompt tous ses subsides à l'OLP, ce, qui provoque une grave crise financière dans les institutions palestiniennes. Mais sur l'instance des Etats-Unis (c'est le monde à l'envers !), le roi Fahd accepte de recevoir à nouveau Yasser Arafat en janvier 1994 et de reprendre, timidement, ses versements à l'OLP.

À partir de 1948, l'Arabie Saoudite participe, mais sur un mode mineur, aux guerres israélo-arabes de 1948, 1967 et 1973. Le principal tournant intervient en juin 1967, lorsque les Israéliens s'emparent de Jérusalem-Est, troisième lieu saint de l'islam. Le roi Fayçal, fait le vœu d'aller prier à Jérusalem avant sa mort et s'engage dans le soutien aux Palestiniens.

Lors de la guerre de 1973, le roi Fayçal proclame, le djihad, la guerre sainte contre Israël, en même temps qu'il annonce l'embargo pétrolier contre les Etats-Unis. Les raisons religieuses se

mêlent à des convictions idéologiques puissantes : Fayçal est en effet convaincu qu'un complot judéocommuniste est à l'oeuvre pour détruire l'islam. Les successeurs de Fayçal, moins obsédés que lui, n'en restent pas moins résolument hostiles à la politique israélienne. Fahd se déclare cependant ouvert à une solution politique en évoquant une "paix permanente et globale" avec Israël et la "reconnaissance pour tous les Etats de la région à vivre en paix", ce qui équivaut à une reconnaissance de fait d'Israël. Le problème pour les Saoudiens est que leur allié le plus proche, les Etats-Unis, est aussi le plus ferme soutien d'Israël. L'administration Reagan croit pouvoir surmonter la contradiction en proposant, début 1982, un "consensus stratégique" qui allierait tous les ennemis de l'Union soviétique. Surprise et déçue, l'Arabie Saoudite rejette catégoriquement cette proposition. Quelques mois plus tard, l'invasion israélienne du Liban, confirme ses appréhensions.

Pour les Saoudiens, Israël est un facteur d'instabilité régionale. En niant leurs droits aux Palestiniens, Israël crée de toutes pièces un problème qui, à son tour, engendre un terrorisme qui menace les monarchies conservatrices. Israël est aussi une menace militaire pour le royaume.

L'invasion du Koweït change les données. Bien qu'Israël ne participe pas à la coalition, pour la première fois, les dirigeants saoudiens ont le sentiment que, temporairement, les deux pays sont dans le même camp. A la Conférence de Madrid (octobre 1991), l'ambassadeur saoudien à Washington, déploie en coulisse un activisme considérable. Toutefois, en raison de sa rancœur contre l'OLP après la crise du Golfe, l'Arabie Saoudite traîne à apporter sa contribution au processus de paix. Elle ne se précipite pas non plus pour normaliser ses rapports avec Israël. Néanmoins, sous la pression américaine, l'Arabie lève partiellement le boycott anti-israélien en octobre 1994. Mais la normalisation avec Israël, thème de prédilection de l'opposition, rencontre une forte résistance dans les milieux religieux conservateurs du royaume. C'est sans doute l'une des explications de la participation du roi Fahd au mini-sommet d'Alexandrie avec les présidents Mubarak et Assad fin décembre 1994, où il est décidé de ralentir le rapprochement avec l'état hébreu.

#### 2.4. L'Arabie et la péninsule arabique.

En 1920, Ibn Saoud, en pleine expansion territoriale, lance ses Ikhwan vers le Nord à l'assaut de terres revendiquées par le Koweït. En 1922, à la conférence d'Ouqayr, les Britanniques accordent à Ryad une large part du territoire revendiqué par l'émir du Koweït en échange de concessions d'Abdelaziz sur la frontière irakienne. Les Koweïtiens en conçoivent un ressentiment durable. Premier pays du Golfe à avoir véritablement bénéficié de la manne pétrolière, le Koweït est aussi le premier à l'avoir utilisée pour moderniser son infrastructure et éduquer sa population. Il en restera une animosité entre Saoudiens et Koweïtiens, ces derniers, se jugeant plus "sophistiqués que leurs voisins "primitifs".

Le Koweït revendique hautement son non-alignement et entretient de bonnes relations avec les pays de l'Est, ce qui ne manque pas d'agacer les Saoudiens.

La guerre Irak-Iran amène un recentrage de la diplomatie koweïtienne. Le Koweït, victime d'attentats terroristes, pris à partie par les deux protagonistes, n'est plus en mesure de faire cavalier seul. Le Koweït cherche appui auprès des Etats-Unis et de l'Arabie Saoudite. L'invasion du Koweït par l'Irak a fait perdre beaucoup de sa superbe aux dirigeants koweïtiens.

Jusqu'à l'indépendance des EAU (décembre 1971), c'est la Grande-Bretagne qui a assuré la sécurité des sept émirats. Le prince Fahd, chargé par Fayçal de régler les litiges frontaliers, s'emploie à négocier avec l'émir d'Abou Dhabi, président des EAU, le litige qui les oppose.

Fahd marchandise alors au prix fort la reconnaissance par Ryad de la nouvelle fédération et de ses droits sur Bouraymi : partage du champ pétrolier de Zarrarah, cession d'un débouché sur le Golfe entre le Qatar et Abou Dhabi. L'accord est conclu en août 1974. Mais en 1977, l'Arabie obtient à son avantage un nouveau déplacement de frontière d'une trentaine de kilomètres. Depuis, même si les EAU souhaitent renégocier ces accords, les relations diplomatiques sont bonnes entre l'Arabie Saoudite, ces derniers s'alignant le plus souvent sur la politique pétrolière du royaume. Cependant des inquiétudes réapparaissent depuis peu sur les velléités saoudiennes de dépecer la fédération.

Jusqu'en 1939, Ibn Saoud revendique une grande partie du Qatar, ancienne conquête saoudienne, par ailleurs wahhabite comme son royaume. Aujourd'hui des différends frontaliers portent toujours sur la crique de Khor Odeid (entre le Qatar et Abou Dhabi). A la signature du traité Arabie-EAU, Ryad accorde au Qatar une aide financière importante et la majeure partie des droits sur le gisement de la baie de Salwa. Pourtant le différend refait surface lors de la 2<sup>e</sup> guerre du Golfe quand les Qataris, méfiants, refusent leur aide. La tension ne fait que croître (non sans quelques incidents frontaliers meurtriers) et aboutira après la médiation d'H.Moubarak à un nouvel accord en 1992.

Cette tension frontalière s'accompagne d'une crise diplomatique car à partir de 1991, le Qatar se lance dans un flirt poussé avec l'Iran, renoue rapidement avec l'Irak. Pendant la crise yéménite, le Qatar se singularise en affirmant son soutien à l'unité du Yémen, puis s'engage résolument dans l'ouverture à l'égard d'Israël. Pourtant, la révolution de palais profitant au prince héritier Hamad permet paradoxalement entre Ryad et Doha une certaine détente, émaillée encore de quelques crises (concurrence à la présidence du CCG).

D'une certaine manière, Bahreïn est à l'Arabie Saoudite ce que Hong-Kong a été à la Chine: différent, mais utile. Alors que les interdits religieux wahhabites bloquaient sur le continent le développement d'un système bancaire digne de ce nom, les banques de l'archipel pourvoient aux besoins bancaires du royaume. L'Arabie Saoudite a pris sous son aile protectrice l'Emirat, s'accommodant du libéralisme économique de la société bahreïnienne. Les Saoud se portent garants de la pérennité de la dynastie sunnite régnante des Al Khalifa (qui gouverne une population en majorité chiite) contre les velléités de l'Iran.

Protégé de l'intérieur de la Péninsule par le désert du Roub Al Khali, le sultanat d'Oman a traditionnellement gardé ses distances avec son voisin du Nord.

En 1955, l'armée britannique chasse les Saoudiens de Bouraymi, et apporte un appui militaire au sultan d'Oman pour écraser la rébellion tribale financée par l'Arabie Saoudite.

Dans les années 60, le Sud Yémen pro-communiste, ne tarde pas à appuyer les rebelles. En 1971, Fayçal, pour la première fois, décide d'apporter son aide financière au nouveau sultan Qabous. Le sultanat d'Oman est l'un des initiateurs du Conseil de coopération du Golfe. Le départ des Britanniques de la région relance les tensions frontalières entre l'Arabie et ses voisins, Oman inclus. Les négociations permettent cependant la conclusion en 1990 d'un accord frontalier, signé par Fahd et Qabous eux-mêmes. Entre les deux souverains, les relations sont néanmoins loin d'être cordiales. Le sultan Qabous, héritier d'un très vieux

royaume, n'entend pas, contrairement aux émirs voisins, être ravalé au rang de vassal. Ces différences se marquent au fil des années par une diplomatie résolument indépendante.

Avant de mourir, le roi Abdelaziz aurait dit à ses fils, en guise de testament politique : "Le bonheur du royaume réside dans le malheur du Yémen". Depuis ce précepte semble guider la conduite des dirigeants saoudiens à l'égard de leur voisin du Sud, en considérant ce qui se passe au Yémen comme une affaire intérieure saoudienne. L'important semble être d'entretenir un climat de dépendance et d'attiser les divisions. C'est pourquoi l'unification des deux Yémen, en 1990, a été ressentie comme une terrible nouvelle à Ryad (bien que l'Arabie Saoudite ait officiellement approuvé ce pas vers l'unité du monde arabe). Le ciment de cette unité est notamment l'hostilité bien connue des Yéménites envers l'Arabie (même s'ils en acceptent les subsides). Le nouveau Yémen semble décidé à pratiquer la démocratie. Mais, le nouvel Etat yéménite hérite du contentieux territorial envers leur grand voisin. Larvée, la crise éclate au grand jour à l'occasion de l'invasion du Koweït, quand le Yémen s'oppose à l'envoi de troupes étrangères en Arabie. Jugé favorable à S.Husseïn, Ryad arrête toute aide financière et suspend les privilèges des travailleurs yéménites en Arabie. Cela se traduit par l'exode massif de quelques 800 000 Yéménites vers leur pays.

La crise politique qui divise le Yémen à partir de 1993 profite à Ryad. Tout en finançant abondamment le parti islamiste des tribus du Nord, l'Arabie Saoudite encourage le vice-président sudiste Ali Salim Al Baidh (ex-communiste) à tenir tête au président Ali Abdallah Saleh. Lorsque la crise dégénère en guerre civile en mai 1994, l'Arabie Saoudite prend nettement le parti des sudistes, en leur octroyant une importante aide financière. Outre la volonté de " punir " Ali Abdallah Saleh pour ses positions pendant la crise du Golfe, plus d'un observateur prête à l'Arabie des visées sur la province de l'Hadramaout qui pourrait lui ouvrir un accès sur l'océan indien.

L'échec de la sécession est un cuisant revers pour la diplomatie saoudienne. La tension frontalière réapparaît et culmine en décembre 1994 avec des incidents qui font plusieurs dizaines de morts. Finalement, le Yémen et l'Arabie signent en 1995 une déclaration visant à démarquer leurs frontières. Signe de dégel : la rencontre à Djeddah début juin 1995 entre le président Ali Abdallah Saleh et le roi Fahd. En octobre 1995, le gouvernement a levé l'essentiel des interdictions qui pesaient sur l'embauche de travailleurs yéménites.

### 3 – L'IDENTITAIRE

#### 3.1. La démographie.

La monarchie saoudienne doit faire face à deux défis concernant sa population. Tout d'abord, la forte expansion démographique constitue un enjeu social majeur à court terme. Ce taux de croissance parmi le plus élevé dans le monde est dû à la mutation du royaume initiée grâce à la manne issue de la découverte du pétrole. Ensuite, c'est le poids stratégique que représente le tiers d'immigrés qui forme la population en Arabie Saoudite et surtout qui constitue la force productive du pays.

Un intense dynamisme démographique apparaît depuis un demi-siècle. Il est la conséquence de l'enrichissement soudain du pays. Les changements, tels que l'urbanisation, la sédentarisation, la législation foncière sur l'eau et le sol de la collectivité vers la propriété foncière, s'accompagnent d'un fort accroissement de la population. Le chiffre réel de la

population a certainement doublé en une génération ou deux, par le remplacement d'une économie de subsistance en une économie faste fondée sur la ressource pétrolière. Ce chiffre demeure un secret d'État, les dirigeants ne voulant sans doute pas se mesurer, à leurs dépens, à des pays plus peuplés de la région comme par exemple l'Iran avec ses 65 millions d'habitants. Selon les estimations, l'Arabie Saoudite compte aujourd'hui environ 18 millions d'habitants dont 12 de Saoudiens soit une densité moyenne de 9 habitants au km<sup>2</sup>. Le nombre de saoudiens est sans doute surévalué. L'amélioration rapide des conditions de vie est marquée notamment par une chute brutale du taux de mortalité infantile (65 p. 1 000 en 1990). De plus, un taux de fécondité assez élevé (plus de six enfants par femme) et une espérance de vie à la naissance de soixante-quatre ans, donnent un taux d'accroissement annuel exceptionnel de 4%. Au rythme actuel, la population pourrait doubler en près de vingt ans.

La menace la plus sensible est liée à la composition très particulière du royaume qui reçoit une quantité très importante d'immigrés. C'est le véritable enjeu qui attend de nos jours les décideurs du royaume. Avec un chiffre de près de 6 millions, le nombre d'étrangers est sous évalué, ne serait-ce que pour tenir compte des 2 millions en situation illégale. La population active saoudienne est d'environ 3 millions donc moins que les étrangers ce qui induit une dépendance de ce pays vis à vis de la main d'oeuvre étrangère. Les recettes pétrolières recueillies alors que le pays ne disposait guère du capital humain nécessaire pour les mettre à profit ont attiré vers le royaume des millions de travailleurs immigrés. Ceux-ci gardent leur nationalité d'origine: le royaume accorde moins de deux mille naturalisations par an. Les chiffres et estimations officiels tendent à sous-estimer le nombre des immigrés. Il faut donc considérer le chiffre de 6 millions pour 1999 comme un minimum. Des pays du Golfe, le royaume se distingue par son attrait pour les immigrés d'origine arabe : près de 3 immigrés sur 5. Les Yéménites formaient le contingent le plus important (1 million peut-être) avant d'être expulsés en masse pendant la guerre du Golfe car leur pays s'est alors montré pro-irakien. En 1992, les Égyptiens (estimés à 700 000) étaient sans doute les plus nombreux, suivis peut-être par les Pakistanais. Aujourd'hui, le sous-continent indien est majoritaire. Le royaume est soucieux de limiter l'effet de l'introduction d'un trop grand nombre d'immigrés venant de cultures qui ne seraient pas arabes ou islamiques. La proportion des immigrés dans la force de travail est bien sûr plus élevée. Cela sera sans doute le cas pour longtemps encore en dépit des efforts de « saoudisation » de l'emploi, lancée dès 1985 et qui commencent à porter leurs fruits, même dans l'industrie. Par le jeu du sponsorat, le régime cherche à maintenir sous sa tutelle une abondante main d'oeuvre sans laquelle sa machine économique-financière serait grippée. Nul ne peut exercer une activité s'il ne dispose d'un garant qui se porte caution de son comportement au regard de l'ordre public. Ce sous-prolétariat vit alors dans des conditions pour les moins singulières. La menace d'un blocage social complet n'est plus inconcevable aujourd'hui. C'est le véritable enjeu qui attend de nos jours les décideurs du royaume.

Aujourd'hui, il est urgent de trouver en Arabie Saoudite de nouvelles ressources ou de les diversifier afin d'augmenter et d'asseoir la richesse du royaume. Du fait de l'accroissement de la population, l'état va devoir faire face à une importante augmentation des dépenses sociales. Aujourd'hui, dans l'état actuel des finances, il ne peut pas les supporter. Dans le même temps, il devra permettre à la majorité des Saoudiens d'avoir un travail. Là, le défi est non seulement économique mais surtout culturel.

### 3.2. L'ethnie.

La structure du pays repose sur son histoire tribale et nomade. C'est la communauté de langue dans un pays austère et aride qui unifie ce peuple constitué de différentes tribus issues des régions vivables du royaume. Aujourd'hui, se développe le brassage des tribus par l'augmentation des voies aériennes et l'extension du réseau routier. De même, le roi séjourne à Djeddah pour manifester par sa présence l'union des deux principales provinces en matière de population, le Hedjaz et le Nedj.

L'isolement des habitants du Nedj est à l'origine d'une très forte identité ethnique et culturelle. Ce sont eux et en particulier les Wahhabites qui vont conquérir à partir de 1912 les territoires sur l'ex-Empire Ottoman afin de donner l'Arabie Saoudite actuelle. On assiste aujourd'hui à la gérontocratie des Soudeïri, branche principale de la famille Al Saoud dans le Nedj. C'est en quelque sorte l'imposition du purisme wahhabite du Nedj par rapport à la culture des tribus du Hedjaz. Sous l'ère Fayçal, les recettes pétrolières ont servi surtout à consolider l'allégeance des tribus du royaume, comme celle des Chammar, rivale ancestrale de la tribu Saoud. Cela s'est fait au travers de subventions directes à leurs chefs ou d'un emploi offert à leurs membres. Ce système a eu l'effet voulu, celui de préserver les structures sociales traditionnelles. Ainsi le royaume affirmait encore en 1985 que près de la moitié des citoyens actifs demeuraient employés dans l'agriculture et l'élevage. Ils sont aujourd'hui le dixième, preuve de l'urbanisation féroce. La tribu demeure en effet la structure sociale de base, marquant l'identité individuelle et le système de solidarité. Mais plus ses branches se multiplient et plus la tribu devient abstraite pour l'individu, qui se reconnaît plus facilement dans le segment auquel il appartient. Auparavant, le lien tribal déterminait les regroupements guerriers et délimitait l'activité économique commune à l'instar du pastoralisme ou de l'agriculture. Ce lien de base persistait même lorsqu'un segment se sédentarisait. Cette organisation demeure puisque aujourd'hui, chaque secteur économique est sous l'autorité d'un prince et s'auto-transmet dans la branche de sa famille. Mais il se dilue lorsque l'on descend dans l'échelle sociale.

Plusieurs facteurs vont amener une érosion progressive des liens tribaux. La contraction rapide du mode de vie nomade et du pastoralisme en général, l'urbanisation volontaire, les programmes de sédentarisation du gouvernement ou de l'ARAMCO, l'engagement dans l'administration et l'armée vont contribuer à ce processus.

La législation foncière, par les statuts de 1925, 1953 et 1968, réoriente la propriété du sol et de l'eau de la collectivité vers la propriété individuelle. La mainmise de l'État sur les ressources du sous-sol en fait le maître d'oeuvre, partiellement involontaire, d'une gigantesque transformation sociale et économique. En une génération ou deux, elle remplace une économie de subsistance par une économie faste et hypermonétarisée et déclenche des changements sociaux radicaux. Ce vertigineux bouleversement social eut pour premier effet d'accélérer la migration vers la ville. En 1999, près de 3 Saoudiens sur 4 vivent dans un milieu urbain. Petite bourgade faite de maisons en terre (près de 8 000 habitants au début de ce siècle), Riyadh est devenue, avec près de 3,2 millions d'habitants en 1999, la ville la plus importante du pays. Longtemps installées à Djeddah, les légations étrangères se sont déplacées vers le quartier des ambassades de la capitale en 1982. Djeddah, le grand port sur la mer Rouge, compte près de 1,5 million d'habitants. Enfin, parmi les autres grandes villes du royaume se trouvent La Mecque (600 000 habitants) et Médine (400 000 habitants).

Quoi qu'il en soit, même si aujourd'hui, l'urbanisation a dilué les structures tribales ancestrales, le peuple reste attaché à son histoire et à la dynastie des Saoud qui symbolise tant l'unité du royaume que sa richesse actuelle.

### 3.3. Le rôle de la religion.

Le Wahhabisme, branche sunnite de l'Islam, constitue depuis la souveraineté de la tribu Saoud sur les principales régions de la péninsule arabique au XVIII<sup>ème</sup> siècle, un lien puissant et un facteur important de l'unité du royaume. Il est le fondement de la constitution et régit la vie quotidienne des saoudiens, tout niveau social confondu et dans tous les domaines : religieux bien sûr, mais aussi économique et judiciaire. Le Wahhabisme naît en 1703 dans la localité de Dir'iyah, proche de Riyadh qui n'existait alors pas. Le cheick Abdel Wahhab était un ouléma. Il voulait restaurer la foi de l'islam alors que les différentes tribus subissaient l'influence ottomane. En effet, la coutume voulait alors qu'elles détiennent les différents mausolées de multiples personnages vénérés. Le cheick était protégé par la tribu des Saoud. En 1745, un pacte est passé entre le chef de la tribu et le réformateur wahhabite: combattre ensemble pour la gloire de Dieu jusqu'à la mort. Ce pacte est toujours vivant aujourd'hui. Le Wahhabisme est une interprétation rigoriste et littéraliste du Coran. Le concept central est celui de l'unicité de Dieu. L'insistance sur Dieu comme objet exclusif de l'adoration a pour effet un respect littéral de sa parole, et surtout la condamnation violente de tout ce qui peut être considéré comme association de tout autre que Dieu dans l'adoration, notamment à travers l'intercession d'esprits, de saints ou d'objets. Les premiers actes spectaculaires du mouvement ont donc été des attaques contre des dômes, des arbres, des cimetières, auxquels les habitants du Nedj attachaient quelque valeur magique. D'autre part, le mouvement se singularise vite par une application littérale des sanctions prônées par le Coran: lapidation des femmes adultères ou encore ablation de la main des voleurs. Enfin, les adhérents à ce mouvement s'opposent alors aussi non moins violemment au tabac, au port des bijoux et, en général, à tout ce qui est considéré comme nouveauté. Le Wahhabisme est l'un des outils principaux de légitimation du pouvoir en Arabie Saoudite. Grâce au Wahhabisme, le pouvoir s'est associé dès ses origines à un mouvement de prédication et à une ré-interprétation rigoriste du texte islamique. En annexant la province du Hedjaz, où se trouvent La Mecque et Médine, les Saoud se sont dotés d'un rôle autrement prestigieux, celui de gardiens des Lieux saints, titre que le roi Fahd a décidé de voir utiliser de préférence à tous les autres, à partir de 1985. La manière dont la dynastie s'est acquittée de cette fonction a évolué à travers le temps. Le sectarisme des Saoudo-Wahhabites du XVIII<sup>e</sup> siècle a été tel que de nombreux pèlerins avaient été empêchés d'accomplir leur pèlerinage.

Une situation similaire s'est présentée lorsque le Hedjaz a été occupé et annexé, à partir de 1926, à cause de l'intransigeance renouvelée des juristes de la loi : les oulémas. Le sens politique d'Abdelaziz Ibn Saoud l'a amené à adopter une attitude plus oecuménique, contre l'avis des extrémistes wahhabites. Le Wahhabisme n'en a pas moins été imposé sur l'ensemble du territoire. Le rite chiite, embrassé par quelque trois cent mille Saoudiens, est à présent toléré. Certaines formes d'opposition ont également tenté de tirer avantage durentissement que les hauts lieux de l'islam sont de nature à accorder à leur mouvement. C'est ainsi qu'au premier jour du XV<sup>e</sup> siècle de l'hégire (en novembre 1979), plusieurs centaines de rebelles, pour la plupart saoudiens, vont se barricader dans la Grande Mosquée de La Mecque. Ils sont conduits par Jouhayman al-Outaybi, un ancien sous-officier de la garde nationale, étudiant à l'université islamique de Médine et fils d'une des plus grandes tribus de la péninsule. Ils appellent à la chute de la dynastie au pouvoir et à la condamnation de toute compromission avec les États non islamiques. Ils appellent les fidèles présents dans

les Lieux saints à suivre un envoyé choisi par eux, en fait le beau-frère de Jouhayman. Les autorités mettront près de douze jours à réinvestir le Haram avec la participation du GIGN qui devra subir une conversion avant l'intervention, pour qu'il ne soit pas dit qu'ils avaient profané le périmètre sacré. Plusieurs centaines de personnes y trouveront la mort. Quelques semaines plus tard, les soixante trois meneurs de cette rébellion seront jugés et exécutés sur les places publiques du royaume. Plusieurs dispositions seront alors prises pour calmer les milieux les plus conservateurs qui semblaient donner quelque raison à ces jeunes intégristes. Le Wahhabisme est également à la base du système judiciaire, fondé sur la charia qui a pour vocation de s'imposer chaque fois que cela est possible, pour régler tout problème qui pourrait relever ailleurs du droit administratif, civil ou pénal, et même constitutionnel. Dans le secteur bancaire, il interdit l'intérêt sur le capital. Cependant, la plupart des juges tentent de concilier cette loi avec les réalités autrement complexes de la vie moderne. Le gouvernement, pour sa part, a progressivement introduit des « régulations » de l'activité économique moderne par voie de décrets royaux. La guerre du Golfe a eu pour effet de rendre les relations entre le pouvoir et les cercles intégristes, qui comprennent aussi des princes de la famille régnante, bien plus tendues. Pendant la crise et dans les mois qui l'ont suivie, plusieurs prédicateurs s'en sont pris à l'autorité des Saoud et aux innovations qu'ils percevaient dans la conduite des affaires ou dans les pratiques sociales. Les moutawah, c'est à dire la police morale, ont semblé un moment agir en toute liberté, violant les domiciles, punissant l'inobservance du code vestimentaire, surveillant de près tout manquement à la séparation des sexes. Le gouvernement a fini par réagir en limitant leurs activités. Les statuts publiés en mars 1992 portent potentiellement en eux le ferment d'une éradication complète de ces activités para-étatiques. Car si ces statuts font systématiquement référence à l'islam, ils interdisent explicitement à ces groupes de « volontaires » à la solde de l'État d'arrêter les individus, d'inspecter leur domicile, d'ouvrir leur courrier ou de leur imposer une quelconque sanction. Ces statuts constituent bien une étatisation de la justice et de la police qui tardait à venir. Mais ils restent muets sur la liberté religieuse : aucun autre culte que l'islam ne saurait être publiquement pratiqué dans le royaume.

Au sein de l'Islam en Arabie Saoudite se côtoient deux courants principaux : le Wahhabisme, majoritaire, fondement du royaume dans tous les domaines et le Chiisme.

Le Chiisme constitue aujourd'hui une réalité religieuse complexe. Dans la mesure où il correspond à une des césures fondamentales du Proche-Orient entre une Arabie Saoudite gardienne du Sunnisme, et un Iran gardien du Chiisme, il demeure un facteur de déstabilisation car les communautés chiites peuvent être instrumentalisées par les puissances régionales dans les perspectives de redécoupages territoriaux, voire même pour servir de relais d'influence. La naissance des deux courants antagonistes de l'islam est le fruit de la bataille de succession qui oppose, au VII<sup>ème</sup> siècle, Moawiyya (gouverneur de Damas) à Ali (gendre du prophète). Cet antagonisme consacre le schisme entre les 2 branches de l'Islam : les sunnites (partisans de Moawiyya) fidèles à la Sunna (tradition sur les actions et sur les paroles du prophète) s'opposent aux chiites (partisans d'Ali) qui sont minoritaires. Aujourd'hui en Arabie Saoudite, les chiites revendiquent des élections libres. Ils restent en cela fidèles à leurs engagements initiaux où lors du chiisme, leur courant avait plus une connotation politique que religieuse. Sur le royaume, les Chiites sont essentiellement situés à l'est. L'oppression de ce mouvement est menée par les oulémas wahhabites, liés aux tribus du Nedj, la région centrale du royaume d'où Abdelaziz Ibn Saoud partit à la conquête de la péninsule et qui reste la base du pouvoir royal. Il existe donc un risque de désagrégation du royaume. La majorité de la population tient le pouvoir actuel pour tribal, monopolisé par les habitants du Nejd. Les autres provinces ont été soumises par le fer et le feu. La région du Hassa à l'est possède une forte communauté chiite. Celle-ci, souvent misérable, fortement

brimée par les zéloteurs wahhabites, a manifesté à plusieurs reprises, notamment durant l'hiver 1979-1980. Au début de 1992, Abdallah Ben Abdelrahman El Jibrin, un des principaux membres de la hiérarchie religieuse wahhabite, a publié une fatwa dénonçant les chiïtes comme des polythéistes et des renégats. Ils sont passibles, même si ce n'est pas dit explicitement, de la peine de mort. La contestation chiïte exprime plutôt un mouvement identitaire, face à la discrimination dont les chiïtes font l'objet. Cette contestation s'est amplifiée à l'origine par les échos de la révolution iranienne. Le rite chiïte, toléré dans les années 80, a subi le retour de l'extrémisme wahhabite de l'après-guerre du Golfe. Il constitue aujourd'hui une tension interne palpable.

L'opposition « religieuse conservatrice » constitue une autre source de tension. Tout d'abord elle a pour origine les ultra de l'orthodoxie wahhabite formés par les oulémas. Dans leur esprit, il n'est pas possible pour un état véritablement musulman d'avoir des relations diplomatiques avec des états infidèles. De même, ils ne peuvent pas accepter la présence de diplomates, conseillers, experts chrétiens sur le sol national. Ils dénoncent également la corruption qui gangrène le pouvoir et la famille royale. Des cassettes anonymes circulent et vilipendent la gérontocratie royale et la corruption de certains princes au pouvoir depuis près de quarante ans. Cet extrémisme religieux se développe et ébranle les piliers de la monarchie. Le Wahhabisme est donc une civilisation. C'est un code de droit public et privé, un système qui englobe tous les aspects de la vie de la communauté musulmane et des croyants, y compris les relations sociales et les rapports au sein de la famille. Il existe de plus en plus un décalage entre les conséquences de la croissance et la spiritualité. Cible des critiques des organisations de la défense des droits de l'homme, l'Arabie Saoudite récuse l'universalisme occidental et rappelle que le royaume puise ses propres valeurs dans la religion islamique née voici treize siècles sur son territoire.

C'est le choix entre l'évolution prudente vers la modernité dans l'islam, tel que Fayçal l'avait engagé ou bien une brutale révolution à la Khomeyni en Iran. Dans les années 60, la dynastie des Al Saoud a combattu et jugulé l'opposition chiïte. Même si cette dernière perdure, sa faiblesse numérique joue en sa défaveur. Aujourd'hui, c'est au sein de son propre camp, parmi les oulémas orthodoxes, que s'exprime le plus fort mécontentement au nom d'un islam purifié. Par conséquent, l'évolution et l'adaptation au modernisme ne peuvent être que lentes.

### 3.4. La culture.

La culture du peuple saoudien est à la fois le fruit de l'emprise de la religion sur le royaume et de sa structure tribale. Ces deux domaines emprisonnent l'Arabie Saoudite dans son immobilisme. Le développement du système éducatif principalement fondé sur l'enseignement religieux ne constitue pas assurément une piste de mutation possible à l'horizon de la génération future.

Le Wahhabisme constitue le ciment de la culture du peuple saoudien. Arguant de l'application stricte des textes saints, les oulémas rigoristes se sont pour un temps opposés aux nouvelles formes de modernité des années 60 comme la télévision ou la photographie. Le roi Fayçal usa de tout son charisme pour ouvrir alors son pays aux technologies nouvelles et aux courants de pensée émergents. Ses décrets royaux lui attirèrent l'antipathie de certains dignitaires religieux mais il sut tenir bon. Aujourd'hui, même si faire des photos en Arabie Saoudite peut relever de la prison, les échoppes de développement express sont légion et les prises de photo familiales sont tolérées. De même, dans le royaume, toute pensée indépendante est interdite. Les autorités interdisent l'étude de l'évolution, de Freud, de Marx, de la musique et de la philosophie occidentales. Le gouvernement censure toute forme publique d'expression artistique. Il interdit les cinémas, le théâtre et la musique dans les lieux publics, à l'exception du folklore. La prohibition des salles de cinéma est, sans aucun doute, une exclusivité

mondiale saoudienne. Le roi Fayçal a introduit la télévision en Arabie Saoudite dans les années 60 contre l'avis des Oulémas. Ainsi, l'évolution ne pourra être que lente. Elle s'appuiera sur la population jeune en pleine expansion, ouverte à la télévision par satellite et à Internet.

Les vrais défis culturels pour la Maison des Saoud sont d'ordre intérieur. Un des domaines concerne la structure de l'état. Elle évolue quelque peu au fil des rois qui se succèdent. En Arabie Saoudite, la succession au trône n'est pas héréditaire et le prince couronné, qui succède au roi, est choisi dans la famille royale. La plupart des hauts fonctionnaires sont issus de la famille royale et de quelques autres familles occupant une position importante. L'Arabie Saoudite ne dispose pas d'un système législatif séparé ou de partis politiques. Les lois sont émises par le roi et ses ministres. Le royaume n'a officiellement pas de Constitution écrite. Ses dirigeants disent s'inspirer du Coran et de la Sunna pour gouverner. Au niveau formel, le royaume est néanmoins organisé en une monarchie où le roi dispose de pouvoirs très larges, en l'absence de toute assemblée élue, de partis politiques organisés ou de syndicats. Ce monarchisme tient des pouvoirs étendus du chef tribal et surtout de l'exemple d'Abdelaziz Ibn Saoud qui a dirigé d'une manière très autoritaire, pratiquement autocratique, un royaume qu'il avait su faire renaître de ses cendres, et ce pendant plus d'un demi-siècle (1902-1953). Cette structure monarchique se mue en une organisation du pouvoir bien plus complexe, traduite par la persistance de l'influence des tenants de la Doctrine (à commencer par Al Ach-Chaikh, la descendance d'Abd al-Wahhab), par l'influence incontournable des chefs de tribus ralliées et, surtout, par la montée en puissance des fils les plus influents du fondateur. Si, sous l'autorité charismatique et quasi absolue d'Abdelaziz Ibn Saoud, la question du partage du pouvoir était impensable, tel n'est plus le cas après sa disparition. Le pouvoir connaît donc une diffusion progressive, partiellement prévue par le fondateur lui-même, qui instaure un Conseil des ministres quelques semaines avant sa mort, comme pour signifier son souci de ne pas léguer l'ensemble de ses prérogatives à un seul de ses fils aux dépens de tous les autres. Mais partager ne sera pas l'option retenue par le roi Saoud, très connu pour son faste et sa collection de Cadillac et qui règnera de 53 à 64. Ce comportement va lui aliéner les autres membres de la famille et aboutir en 1964 à sa destitution par la famille et ses alliés principaux au profit de son frère et Premier ministre, le roi Fayçal. Celui-ci, de tempérament plus austère, prendra bien soin d'associer nombre de ses frères au gouvernement du pays. Très avant-gardiste, il forcera les réticences des oulémas pour ouvrir dans les années 60 son royaume à la modernité. Il mourra néanmoins sous les balles de l'un de ses neveux, le 28 mars 1975. Son frère Khaled lui succède et occupe le trône de 1975 à 1982. De santé fragile et ne portant qu'un intérêt limité à la politique, Khaled ira encore plus loin dans le sens de la collégialité au sommet. Plutôt que de prendre la tête d'un clan ou de s'arroger des pouvoirs étendus, Khaled essaie de faire durer le consensus entre des princes installés à la tête des différents départements ministériels ou à la tête des provinces du pays, et de plus en plus jaloux de leur pouvoir personnel dans leurs domaines respectifs. À partir de 1982, le roi Fahd tente, au contraire, de recentrer plus de prérogatives entre ses mains. Mais son accession au trône coïncide avec une baisse substantielle de la production et des prix du pétrole. Son rôle principal consiste donc à diriger un mouvement global d'adaptation à des réalités plus contraignantes, ce qui l'amène bientôt à composer avec ses frères. La guerre du Golfe de 1991 pousse le roi à une ouverture un peu moins hésitante aux réformes. Le 1<sup>er</sup> mars 1992, il publie le texte de trois « statuts ». Il ne peut s'agir formellement de lois, puisque la législation ne saurait en principe être d'origine autre que divine. L'un d'eux, appelé « statut fondamental », tout en répétant la vieille rengaine selon laquelle le royaume n'a que le Coran pour Règlement, ressemble justement à s'y méprendre à ce qu'on appellerait partout ailleurs une Constitution. Ce statut définit le système politique comme une monarchie absolue où le roi règne et gouverne et où la succession au trône est réservée aux fils d'Abdelaziz Ibn Saoud et à

leurs descendants. Plutôt que la séniorité, ce statut pose la compétence comme critère de sélection du roi. Celui-ci nomme et révoque son prince héritier qui ne saurait plus cumuler cette charge avec aucune autre. Une exception est faite au profit de l'actuel prince héritier, qui est également chef de la garde nationale : le prince Abdallah. Le roi est son propre Premier ministre. Il nomme les ministres, les juges, les officiers des forces armées. Ces statuts instituent aussi un Conseil consultatif, dont les soixante membres sont nommés par le roi pour quatre ans. C'est le conseil de la Choura. Mais il ne possède pas de pouvoir législatif. Enfin, ces statuts réorganisent la structure régionale du pays, limitant le pouvoir des différents émirs dans les régions qu'ils dirigent et qu'ils ont souvent eu tendance à transformer en fiefs personnels. Le département devient une structure intermédiaire entre la province et la localité. Des conseils consultatifs composés de membres nommés sont érigés à chacun des trois niveaux, et le pouvoir centralisateur du ministère de l'Intérieur est renforcé sur l'ensemble de cette structure.

D'où l'apparition au grand jour d'un mouvement de contestation dont bénéficient surtout les courants islamistes et conservateurs. La stabilité, pour ne pas dire la sclérose du pouvoir et de l'administration depuis une trentaine d'années, contraste avec la démographie du royaume en pleine expansion. Les difficultés économiques apparues dans les années 90 rendent de plus en plus insupportables la corruption et l'accaparement du pouvoir et des affaires par quelques princes, dont les Saoudiens s'accoutaient plus ou moins du temps de l'abondance. L'organisation même du fonctionnement économique du royaume est en cause. La dynastie des Al Saoud s'est accaparée chaque secteur de l'économie : tel prince est ministre des télécommunications, tel autre est ministre de la défense et de l'aviation. Le roi a la responsabilité totale en matière de pétrole depuis l'éviction du ministre du pétrole Yamini en 85. L'actuel ministre ne sert que de courroie de transmission. Le gouffre risque donc de se creuser davantage encore entre les quelques dizaines de princes, qui dirigent vraiment le pays et la population. L'éventualité d'un coup d'état militaire ou d'une prise du pouvoir par des révolutionnaires islamistes n'est pas la plus vraisemblable compte tenu de la structure de la société saoudienne. La clé du changement est sans doute à chercher dans la façon dont se fera le saut de génération entre les fils d'Ibn Saoud, qui se succèdent depuis 1953, et ses petits-fils, dont l'arrivée au pouvoir s'accompagnera vraisemblablement de tensions internes dans la famille, mais aussi d'une nouvelle donne politique intérieure et extérieure. Que celle-ci soit ou non adaptée à la situation intérieure et régionale de l'Arabie Saoudite sera déterminant pour la pérennité d'une dynastie condamnée, tôt ou tard, à s'adapter pour survivre.

Une autre contestation est due à une opposition « libérale moderniste ». Le développement de l'éducation poussée reçue souvent dans les universités américaines où près d'un demi-million de Saoudiens est allé étudier à l'étranger, a profondément modifié la société. Les hommes d'affaires et les technocrates supportent de plus en plus difficilement d'être tenus à l'écart du processus de décision au profit exclusif des princes Al Saoud ou de chefs religieux. C'est pourquoi le royaume a cherché à développer son système éducatif. L'enseignement est gratuit mais n'est pas obligatoire en Arabie Saoudite. Ces dernières décennies, des établissements de formation pédagogique ont été créés pour réduire la dépendance du pays envers les autres pays arabes pour le recrutement des professeurs. Le pays compte six universités: l'université de Riyadh, l'université du roi Abdelaziz Ibn Saoud à Djeddah, l'université du roi Fayçal à Damman, l'université Umm al-Qura à La Mecque et les universités islamiques de Médine et de Riyadh.

L'institut technique à Riyadh, l'université du pétrole et des minerais à Dharan et un collège d'études islamiques fondé en 1933 à La Mecque sont trois autres établissements d'enseignement supérieur. Plus urbanisés et mieux éduqués que leurs parents, moins soumis aussi à la pesanteur des relations tribales mais coupés de leurs racines, les jeunes ont cru que leur sort serait meilleur que celui de leurs aînés, que l'enrichissement du royaume leur assurerait une vie facile. Rejetant le travail manuel, assuré par les immigrés arabes ou asiatiques, même les étudiants issus d'une famille modeste aspiraient à un travail bien rémunéré dans la haute administration. Or la forte augmentation du nombre d'élèves, favorisée par un taux de natalité parmi les plus élevés de la planète, s'est accompagnée d'une baisse sensible du niveau, provoquée par l'apparition d'étudiants sans vraie qualification. L'essor des universités islamiques dans les années 70 a jeté sur le marché de la pensée religieuse des milliers d'oulémas, ouverts sur le monde musulman en pleine effervescence et capables de contester les dirigeants traditionnels. Pour finir, la crise financière, qui atteint le royaume au début des années 80, frappe les nouvelles générations: dès 1986, l'État ne peut plus assurer un emploi à tous les diplômés.

Dans un autre secteur, la culture saoudienne s'appuie parfois sur l'hypocrisie. Par exemple, l'alcool est prohibé depuis 1952 mais la firme Johnny Walker prétend que l'Arabie Saoudite est son meilleur client dans le Moyen-Orient. De même, aujourd'hui, la drogue apparaît dans le royaume. Elle est le signe d'une crise dans la jeunesse saoudienne. Elle permet entre autres de combler les vides culturels. Cette situation n'est certes pas propre au royaume. Si elle témoigne des maux contemporains à tous les états, pour l'Arabie Saoudite, l'extrémisme wahhabite n'est apparemment pas un remède efficace.

Il existe enfin une autre forme de contestation, légitimée par un statut discriminatoire. Elle concerne la femme saoudienne. La position de la femme dans la société saoudienne est archaïque aux yeux des occidentaux. A l'opposé, pour les musulmans, le Coran présente ces lois comme un bienfait pour la femme puisqu'elles la protègent. Ce sont bien là deux cultures qui s'opposent. Lorsqu'elle quitte sa demeure, la femme saoudienne doit se cacher sans cesse sous son abaya. Tout échappement à cette règle lui vaut les réprimandes des moutawas, la police morale. Ces brimades peuvent aller des coups de bâton à la mise en prison. En dehors de sa famille, tout contact avec l'autre sexe est interdit. La conduite des voitures par les femmes est aussi un délit. L'éducation des filles est essentiellement religieuse bien que certaines sciences s'ouvrent désormais à elle. Des disciplines lui restent cependant interdites comme l'ingénierie, le journalisme ou l'architecture. Il ne lui est pas possible d'étudier à l'étranger. Mais 65% des diplômés sont des femmes pour 5% actives. Il existe aujourd'hui une banque saoudienne dirigée par des femmes et obligatoirement et uniquement pour des femmes. Il est très difficile d'obtenir des informations sur le mode de vie des femmes saoudiennes comme sur leur culture tant elles sont tenues à l'écart. Peu d'écrits abordent le sujet et entretiennent ainsi le mystère. Comme dans beaucoup d'autres domaines, c'est le roi Fayçal qui a ouvert l'accès à la modernité aux Saoudiennes en leur donnant accès à l'éducation.

Aujourd'hui, avec les problèmes de santé du roi, jamais l'affairisme n'a été aussi visible, comme si la fin d'un règne s'annonçait.

En ces temps de disette financière tous les coups sont bons à prendre. Cette boulimie s'explique par le fait qu'à la mort du roi, toute sa descendance sera certainement rapidement écartée. Sera-ce l'ouverture vers une monarchie constitutionnelle contre celle défendue par les trois fils d'Abdelaziz Ibn Saoud. Faute d'alternative moderniste, c'est le pouvoir religieux qui en sera bénéficiaire.

## 4 – LA GEOECONOMIE

### 4.1. Le pétrole.

La découverte du pétrole et son exploitation ont initialisé le développement et l'ouverture à la modernité du royaume. L'explosion est récente: un demi-siècle environ. Quoique convaincu des risques pour le pays d'une richesse essentiellement monolithique, la monarchie n'a pas encore mis en oeuvre les pistes de diversification nécessaires à sa pérennité. L'Arabie Saoudite dispose aujourd'hui de ressources pétrolières qui lui permettent de vivre sur le rythme actuel durant environ un siècle. Le royaume se situe donc au tiers de sa « vie moderne ». Afin d'éviter un tropisme éphémère en comparaison des grandes nations du monde et pour contrecarrer le déséquilibre naissant des nouvelles découvertes comme en mer noire, l'Arabie Saoudite doit s'efforcer d'engager plus avant sa politique de diversification.

Dès les années 30, avec le début de l'exploitation de l'or noir dans le monde, les américains arrivent en Arabie saoudite, forts de leur expérience dans le domaine. Le pétrole sera découvert en Arabie Saoudite en 1939 à Abqaiq, ville de la province du Hassa, à l'est du pays. L'influence américaine se poursuit avec la concession sur toute la partie orientale du royaume, obtenue par les américains de la Standard de Californie auprès du souverain d'Arabie Saoudite, Abdelaziz Ibn Saoud. Les américains sont alors alléchés par les découvertes de Bahreïn et du Koweït. En novembre 1933, la Californian Arabian Standard Oil Company est créée. En 1936, la Texas Company s'associe pour moitié avec la nouvelle société. Cette dernière devient en 1939 l'ARAMCO (ARabian-AMerican Oil Company). Il faudra attendre la seconde guerre mondiale pour que l'Arabie Saoudite soit considérée par les Etats-Unis comme un élément essentiel de leur sécurité nationale. Avant cette période, le facteur pétrolier est considéré comme secondaire. Désireux de s'émanciper de l'influence britannique, le roi Abdelaziz Ibn Saoud entame des contacts avec les puissances de l'Axe. Dans la conjoncture dramatique de l'année 1941, le président Franklin Delano Roosevelt s'en inquiète. L'établissement de relations privilégiées entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite est le résultat d'un choix clairement assumé. Pour le roi, les Etats-Unis peuvent remplacer avantageusement l'Allemagne défaite et agir ainsi en contrepoids de la Grande-Bretagne. Pour Roosevelt, l'installation des Etats-Unis en Arabie saoudite doit constituer un nouveau modèle de coopération entre Arabes et Occidentaux. Pour Roosevelt comme pour Ibn Saoud, l'ARAMCO, qu'ils finalisent en 44, doit apporter des revenus supplémentaires à un état en crise financière permanente et aider à la modernisation du pays par la construction des infrastructures de base: voies de communication, structures d'enseignement, hôpitaux, etc.... La fin de la seconde guerre mondiale et les besoins énergétiques qui résultent du besoin de reconstruire l'Europe mettent en avant le golfe Persique et en particulier l'Arabie Saoudite comme pôle stratégique essentiel.

Les dernières estimations sur les réserves de pétrole dans le monde s'élèvent à 160 milliards de tonnes, dont 100 au Proche-Orient et 120 contrôlés par l'OPEP. Sur les 160 milliards de tonnes, 25% appartiennent à l'Arabie Saoudite (40 milliards de tonnes), 15% en Amérique latine (24 milliards de tonnes), 10% à l'Iran (16 milliards de tonnes), 10 à l'Irak 10 au Koweït, 10 aux EAU, 6% à la Russie (10 milliards de tonnes), 3% en Amérique du nord. Le Proche-Orient dispose donc des deux tiers des réserves mondiales. C'est un redoutable monopole qu'on ne rencontre pour aucune autre source d'énergie ou de matière première. Contrairement à une idée communément répandue, les réserves prouvées de pétrole dans le monde augmentent régulièrement. Cela dit, cette amélioration de la situation est due en grande partie à l'accélération de la prospection. Peu de nouveaux gisements de grande taille sont découverts. On tire surtout le maximum des gisements existants, en y forant des

nouveaux puits. L'industrie pétrolière saoudienne représente actuellement la principale richesse nationale: 1/3 du PNB mais seulement 2p.100 de la population active. Bon nombre de postes de travail sont doublés voire tenus par l'assistance technique américaine. Le pays est actuellement le premier producteur et le premier exportateur mondial de pétrole. L'essentiel de la production provient de l'est du pays, dans la province du Hassa. Les forages en mer se font dans le golfe Arabo-Persique. Pour faciliter le transport du pétrole brut vers les principaux marchés, une politique de construction des pipelines a été mise en place. L'oléoduc transarabique, connu sous le nom de Tapline, a été achevé en 1950. Il transporte le pétrole brut vers Saïda au Liban. Un autre oléoduc, qui relie les champs pétrolifères de l'est du pays autour de Jubaï avec le port de Yanbu sur la mer Rouge, a été terminé au début des années 1980. C'est le Petroline. Néanmoins, la plus grande partie du pétrole continue à être exportée à partir des terminaux du golfe Arabo-Persique, particulièrement les ports de Ras Tanoura et de Damman. Mais aujourd'hui, un des problèmes majeurs reste l'acheminement du brut. L'oléoduc Hassa-Saïda est trop vulnérable. Il est alors sous exploité voire parfois inutilisé. Actuellement, un quart du pétrole transite par l'oléoduc Damman-Yanbu. Les trois quarts restants passent par le détroit d'Ormuz ce qui explique que la libre circulation dans ce lieu soit un des éléments principaux de la stratégie américaine au Moyen-Orient.

L'Arabie dispose de 15% de la production mondiale de pétrole. La capacité de production est de 10 millions de baril par jour. Le pays en exporte aujourd'hui 7,4 contre 5,4 durant la guerre du Golfe. Il peut maintenir ce rythme pendant un siècle. Le royaume touche de l'exploitation de l'or noir depuis 1990 près de 100 millions de dollars par jour. En matière de capacité de production, l'Arabie Saoudite est 2 ème derrière l'URSS avec 17%. Les 13 producteurs de l'OPEP assurent 50% de la production mondiale. La part de Riyadh est de 34% au sein de l'OPEP. Les nouvelles découvertes au Mexique, au Venezuela et en mer noire peuvent changer l'équilibre. 53% de la production va en europe occidentale, 15% au Japon et 5 aux USA. Du fait de la découverte de pétrole en mer du nord, les Britanniques sont désormais indépendants du pétrole saoudien. Même si le coût d'exploitation est assez élevé, il reste économiquement viable dès lors que les prix du baril montent. D'où le péril dans certains pays occidentaux comme la France et au Japon si une instabilité se développe à Riyadh. Les plus grands exportateurs vers l'Arabie Saoudite sont les USA, le Japon, la RFA, l'Italie et la France.

Le pétrole est une arme politique essentielle que les saoudiens savent employer à bon escient. Après que les Israéliens, les Britanniques et les Français eurent conjointement attaqué l'Égypte en 1956, l'Arabie Saoudite durcit ses relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne et la France, et cesse d'approvisionner leurs tankers en pétrole. Après la crise de Suez, le roi Saoud effectue une visite aux États-Unis en janvier 1957: en échange de facilités en Arabie Saoudite, dont la base aérienne de Dahrhan, les États-Unis fourniront des armes au pays. Lors d'une conférence à Bagdad du 10 au 14 septembre 1960, l'Arabie Saoudite, l'Irak, l'Iran, le Venezuela et le Koweït fondent l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) afin de coordonner leurs politiques et de maintenir les prix du pétrole. En 1967, pendant la guerre des Six Jours, le roi Fayçal exprime son soutien total au président égyptien Gamal Abdel Nasser et toutes les exportations de pétrole d'Arabie Saoudite vers la Grande-Bretagne et les États-Unis sont suspendues. Toutefois, les relations diplomatiques ne sont pas rompues. Le commerce du pétrole reprend après la défaite arabe. Lors de la guerre du Kippour, l'Arabie Saoudite joue un rôle décisif en suspendant brièvement les livraisons de pétrole vers les pays qui ont soutenu Israël et en multipliant par quatre le prix mondial du pétrole. Le choc pétrolier mondial et la participation majoritaire acquise en 1974 par l'Arabie Saoudite dans la société ARAMCO, augmentent fortement les revenus du gouvernement et

permettent de financer un plan important de développement économique. Sur l'initiative du ministre du pétrole, le cheikh Yamani, le royaume prend le contrôle total des actifs d'ARAMCO à partir de janvier 1976. Son influence empêche l'OPEP d'augmenter les prix comme le souhaite la majeure partie des pays membres. Une grande partie des pétrodollars qui entrent dans le pays sont réinvestis à l'ouest ou utilisés pour acheter des armes, mais des problèmes tels que l'inflation et un rythme de développement difficile à gérer subsistent. L'Arabie Saoudite apparaît, avant tout, comme un pays soucieux de ne pas afficher sa dépendance. La priorité de sa diplomatie est de minimiser cette dépendance, afin de ne pas donner prise à la critique de ceux qui lui reprochent de n'être qu'un pion américain au Moyen-Orient.

Au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, le pétrole a acquis son statut de produit stratégique du fait des progrès dans les techniques, donc du besoin grandissant de cette ressource énergétique. Or dans le monde, à l'exception des ressources du Moyen-Orient, les réserves prouvées et exploitables sans difficulté particulière ne couvriraient les consommations attendues que jusqu'en 2030. Cela renforce le caractère stratégique du pétrole de cette région. Par ailleurs, les coûts d'exploitation de ce pétrole sont particulièrement intéressants. Cela tient au type de sol de la région. Le rendement des puits est beaucoup plus important que le rendement moyen des puits situés dans la plupart des autres zones pétrolières. Le prix d'exploitation est donc plus bas. Le différentiel des coûts d'extraction et d'exploitation est de 1 dollar par baril dans le Golfe pour 20 à 30 dollars dans les zones pétrolières britanniques du Nord. Les Saoudiens sont parfaitement conscients qu'ils sont en quasi situation de monopole.

C'est ce qui fait pour eux, vis à vis des Occidentaux, le principal intérêt. Pour les Saoudiens, il faut donc intéresser ces puissances à la protection du régime. C'est ce qu'ils font en garantissant un approvisionnement ininterrompu et bon marché en ressources énergétiques, en réinvestissant chez leurs partenaires leurs surplus et en achetant auprès d'eux des armements. L'importance stratégique des richesses pétrolières dans le Golfe est accentuée par le clivage interne du monde musulman entre les chiites représentés par l'Iran et l'Irak et les sunnites, essentiellement saoudiens. On lit généralement que le maintien de bas prix du pétrole constitue pour l'Arabie Saoudite une stratégie non seulement sécuritaire, mais aussi économique. En effet, le pétrole saoudien est tout d'abord celui qui coûte le moins cher à extraire, donc le plus rentable ou même l'un des seuls qui le demeure en cas de " guerre des prix " comme en 1986. Plus les prix sont bas, plus la part saoudienne du marché mondial est élevée. Une hausse des prix du pétrole réduit au contraire la consommation pétrolière mondiale et stimule la recherche dans d'autres régions, donc les découvertes, ce qui a pour effet de diminuer les achats de pétrole saoudien. Elle réduit notamment la part de l'Arabie Saoudite dans la production des pays de l'OPEP, donc son influence au sein de cette organisation. Si la logique économique consiste à maximiser les recettes d'exportation pétrolière, il faut que la hausse des prix compense la baisse des quantités exportées. Un argument supplémentaire à l'encontre des prix élevés est que cela stimule l'utilisation des énergies de substitution et pénalisant donc principalement les pays disposant de réserves " longues ". On peut donc considérer que l'Arabie Saoudite a non seulement un intérêt économique intrinsèque à de bas prix du pétrole, mais aussi elle y trouve un intérêt ponctuel, en période de surcapacités importantes chez de nombreux producteurs. En cas d'entente possible entre un nombre limité de producteurs détenant la quasi-totalité des capacités de production inemployées, leur intérêt économique est d'opérer une limitation concentrée de la production afin que les prix montent. La bonne politique consiste alors à ne pas laisser les prix s'envoler de façon à garder ses clients. Un argument supplémentaire parfois avancé en faveur de l'intérêt de l'Arabie Saoudite pour de bas prix du pétrole est qu'elle ne trouverait pas

avantage à créer des difficultés à l'économie occidentale, puisqu'elle en est fortement dépendante.

Aujourd'hui, le rôle de l'OPEP s'atténue au profit du couple américano-saoudien, qui réussit à imposer sa politique tant aux exportateurs qu'aux importateurs. L'OPEP ne fait plus la loi. Certains pays qui la constituent comme la Libye et l'Irak rendent difficile une politique homogène. Le retour de l'Irak avec ses capacités de production d'environ 2 millions de barils par jour perturbera l'équilibre aujourd'hui établi. Les recettes devront être maintenues. C'est pourquoi une certaine effervescence se développe au Moyen-Orient chaque fin d'année lorsque l'ONU doit délibérer sur la prorogation de la résolution concernant l'embargo irakien. Le nouvel équilibre est fragile.

En conclusion, même si les ressources pétrolières garantissent encore un siècle de vie prospère à l'Arabie Saoudite, des menaces existent. Ce sont les risques de dérèglement du cours du pétrole par l'arrivée du Yémen ou le retour de l'Irak sur le marché. Le comportement de l'Iran concernant le détroit d'Ormuz présente aussi un pôle d'instabilité latent. C'est enfin la quasi unicité de forme de ressource qui rend fragile la richesse actuelle du royaume. L'Arabie Saoudite doit poursuivre sa politique de diversification de son économie.

#### 4.2. Le gaz.

Producteur de gaz, l'Arabie Saoudite doit imposer sa place parmi les autres fournisseurs mondiaux. Le développement de cette activité économique peut avoir deux conséquences. D'un côté, il permet d'atteindre partiellement l'objectif de diversification économique du royaume. De l'autre, il accroît les tensions avec les pays limitrophes très riches en gaz et pour lesquels les problèmes de frontière ont des conséquences essentielles en matière de répartition de ressource.

L'Arabie Saoudite produit des quantités importantes de gaz naturel: la production annuelle dans le Moyen-orient est de 37,7 milliards de m<sup>3</sup>. Le gaz liquéfié dans cette région représente un tiers des réserves mondiales. 6<sup>ème</sup> au rang mondial avec 3,4 milliards de m<sup>3</sup> de gaz naturel et 5 milliards de gaz liquide, ses seuls concurrents dans cette région du monde sont l'Iran (deuxième producteur derrière la Russie) et le Qatar. Un immense complexe a été conçu puis construit pour rassembler le gaz associé c'est à dire celui extrait avec le pétrole brut. Totalfina et Elf ont proposé des investissements dans l'amont de la chaîne des hydrocarbures en vue de la valorisation des ressources gazières. Cela permettrait ainsi le développement de la diversification. Par exemple, l'éthane récupéré sert de matière première pour les usines pétrochimiques de Jubāï et Yanbu comme pour le fonctionnement des centrales électriques. Mais les principaux gisements se trouvent en Iran, au Qatar, et dans une moindre mesure au Sultanat d'Oman et dans les Emirats arabes unis et chacun développe une stratégie similaire.

D'un autre côté, la consommation de gaz dans le monde ne cesse d'évoluer. Le gaz est une énergie propre. C'est aujourd'hui un facteur écologique important. Cette ressource rattrape la position du pétrole et de l'énergie nucléaire. La présence de gaz est, en même temps, un secteur d'industrialisation et de développement des techniques de pointe puisque le gaz est généralement exporté sous forme liquéfiée.

Le gaz donne naissance à de nouvelles routes gazières, essentiellement maritimes, mais sans qu'il faille exclure la création de gazoducs. L'autre trait important de la montée en puissance du fait gazier dans cette partie du monde, est que l'essentiel des exportations de gaz de la

région est destiné à l'Asie. En 1973 la consommation de gaz représentait 18% de la consommation énergétique mondiale. En 1995 elle s'élevait à 25%. Il devient naturel de penser que le gaz est un nouveau facteur de diversification géo-économique pour l'Arabie Saoudite. Une telle évolution de l'économie gazière peut modifier le visage économique de la région dans la mesure où la substitution du pétrole par le gaz favorise une industrialisation à mi-chemin entre les zones de production et les zones de consommation.

Les conséquences géopolitiques sont également très importantes puisque, à lui seul, l'Emirat du Qatar représente la plus grande part des réserves de gaz du Golfe. La présence de cette nouvelle richesse ne peut qu'aviver les tensions entre le Qatar et l'Arabie Saoudite notamment en matière de délimitation territoriale et maritime. L'édifice géopolitique du Golfe peut d'un côté être fragilisé. De l'autre, il apporte à la région de nouvelles perspectives.

#### 4.3. L'eau.

Aujourd'hui, l'eau devient une richesse indispensable en Arabie Saoudite. Pourtant, une politique de l'eau s'est mise en place dès les années 60. Ce furent les programmes de construction des barrages dans les montagnes du Hedjaz et de l'Assir. Cette politique s'est poursuivie dans les années 80 par l'installation d'usines de désalinisation et la construction de pipelines de transport d'eau. Mais l'accroissement de la population nécessitera très rapidement de pouvoir disposer de plus grandes ressources encore. C'est certainement une voie de diversification des activités économiques vers laquelle le royaume doit poursuivre ses efforts.

En Arabie Saoudite, le climat est très aride. Peu d'endroits reçoivent plus de 180 mm d'eau par an et il n'existe pas de cours d'eau permanent. Au sud-ouest, seule la région de l'Assir, en bordure du Yémen, peut bénéficier des moussons saisonnières venues de l'océan Indien. La pluviométrie est d'environ 250 mm d'eau en moyenne par an. Riyadh et Djeddah enregistrent respectivement des précipitations annuelles de 100 mm et de 81 mm que l'on peut comparer aux 1200 mm qui tombent en moyenne sur Paris. Dans l'Assir et dans les montagnes du Hedjaz, s'est mise en place une politique de construction de barrages pour garder l'eau des pluies de mousson afin d'y développer l'agriculture. Avant que des barrages ne fussent construits à partir des années 1960, nombreuses étaient les oasis en bordure ou en aval des cours d'eau non permanents qui étaient subitement prises sous les flots d'une précipitation soudaine. Certains bourgs devaient alors être entièrement reconstruits. En 1995, le royaume avait construit 200 barrages de retenue alors qu'il n'en existait que 16 en 1975. Celui dans les environs de Bisha dans le sud est le plus grand du Moyen-Orient et possède une capacité de rétention de 400 milliards de litres d'eau. Outre les oasis qui jalonnent le territoire, les cours d'eau non permanents constituent les seules ressources aquifère de surface. De la chaîne de Touaiq, qui traverse du nord au sud le plateau du Nedj partent des wadis qui se dirigent vers le golfe Arabo-Persique. C'est par exemple le wadi Hanifa au sud de Riyadh, ou vers l'ouest, le grand wadi Ar-Rummah. Ils n'ont pas de véritable fonction géoéconomique.

Le Nejd est ponctué par de nombreuses oasis, souvent nourries par des nappes d'eaux souterraines, notamment dans le Qasim, autour de la ville de Buraydah, au nord-ouest de Riyadh. Plus loin dans l'Arid, où s'étend la capitale du pays et autour de l'oasis d'Al Kharj plus au sud se trouvent aussi de grandes réserves d'eau fossile. La recherche de l'eau et les travaux hydrographiques furent primordiaux dans les années 80. Mieux pourvu en eau, le Hassa, province pétrolifère à l'est du Nedj, a toujours connu une certaine activité agricole, notamment autour de Hofouf et de Qatif, deux oasis marquées par une vieille présence chiite.

Contrairement au Nejd, où le climat est très sec, les côtes du Hedjaz connaissent souvent un taux d'humidité étouffant.

Les nappes d'eau sont pour certaines à 200 ou 300 mètres de profondeur. D'autres sont situées autour de 1500 à 2000 mètres. Dans la province du Hassa, elles servent aussi aux puits de pétrole: l'injection souterraine permet d'améliorer le rendement d'extraction. L'eau de cette région sert aussi dans l'agriculture. Grâce à elle, non seulement le Hassa, mais aussi l'Arid et le Qasim ont vu éclore d'immenses disques de végétation verdoyante. A ce jour, le pays compte près de 4800 puits. Cette exploitation de l'eau amène des litiges entre les différents ministères car chacun accuse l'autre de trop puiser dans les ressources au risque de voir les réserves se tarir. Puiser sans mesure dans ces réserves amène deux défis. C'est tout d'abord le problème de la gestion de la ressource. En effet, ces nappes d'eau souterraines sont épuisables car ce sont des eaux fossiles. Leur emploi doit donc être réglementé, ce qui est irréalisable dans l'organisation actuelle de la monarchie. Chaque prince, l'un responsable de l'agriculture, l'autre du pétrole use de son influence pour bénéficier de l'eau à moindre coût. Le second défi est d'ordre technique puisque aujourd'hui, il faut creuser de plus en plus profond pour trouver l'eau et l'équilibre économique se pose entre la construction d'une usine de désalinisation et le forage à plus de 1500 mètres de profondeur.

Le programme de recherche de l'eau s'est mis en place dès le début des années 70. Le développement des usines de désalinisation s'est accru avec la création de la « Saline Water Conversion Cooperation ». Aujourd'hui, près de trente usines de dessalement ont été créées. Les villes sont maintenant bien approvisionnées en eau. En 70, Djeddah recevait 5 millions de litres par jour. En 80, le volume avait été multiplié par quatre. De même, Jubäi sur la côte est, est devenue un vaste pôle pétrochimique. Les besoins en eau se sont accrus. Ses installations fournissaient en 80 près de 200 millions de litres par jour dont 100 étaient envoyés par pipeline vers la capitale Riyadh à 446 km à l'ouest. Ces chiffres ont triplé en 95. La construction d'un réseau d'eau par immense pipeline s'est aussi développée à partir de la même époque. Ainsi, outre le pipeline reliant Jubäi à Riyadh, un pipeline a été construit entre le littoral de la mer rouge et Médine et La Mecque. Aujourd'hui, avec ses 2600 millions de litres d'eau fournis par jour par ses 33 usines, l'Arabie Saoudite est le leader mondial de la désalinisation. C'est pourquoi d'autres programmes ont pu voir le jour. Ils restent cependant peu nombreux. Par exemple, une société germano-suisse a mis en place un réseau de 3000 km de canaux d'irrigation dans l'oasis d'Hofouf, sur la côte est. Cette palmeraie mesure près de 25 km de circonférence. Enfin dans la province du Qasim, les cultures maraîchères se sont intensifiées après le développement de l'irrigation. Un dernier exemple d'irrigation concerne l'oued de Jizan au sud-est qui a vu s'expérimenter la culture de riz grâce à la nouvelle ressource en eau. Elle produit 10 tonnes par hectare et par an.

#### 4.4. L'agriculture.

Bien que peu enclin à développer son secteur de l'agriculture dans un environnement si austère, le royaume d'Arabie Saoudite s'est lancé dans les années 70/80 dans ce gigantesque défi. L'objectif était multiple. Tout d'abord, il permettait de juguler l'urbanisation effrénée liée au modernisme et freiner ainsi l'exode rural. Ensuite, il ouvrait une piste à la diversification économique. Mais, une génération plus tard, le résultat est contrasté. Certes, l'autosuffisance alimentaire est assurée mais le prix à payer est exorbitant. De plus, pour arriver à cette fin, les ressources aquifères fossiles ont été surexploitées au point d'obérer l'avenir ce qui relativise les résultats obtenus dans ce domaine.

L'agriculture emploie 9% de la population active et représente 7% du PNB. L'aridité du pays explique pourquoi seulement 0,2% du territoire saoudien est effectivement cultivé. Le

développement de l'agriculture s'est affirmé plus pour des raisons sociales comme le maintien en milieu rural des bédouins que pour des raisons économiques. L'usine de vaches laitières à Al Kharj, au sud est de Riyadh, fournit 20 000 litres de lait par jour à la capitale. C'est une des plus grandes exploitations de ce type au monde. De même, la consommation en poulets et oeufs est satisfaite à hauteur de 97%. La très forte assistance par des subventions a freiné l'urbanisation et voulait aussi susciter des initiatives privées là où le saoudien est plus attiré par la spéculation immobilière. Entre 75 et 85, les terres cultivées ont progressé de 1300 %. Les cultures des terrasses dans le Hedjaz furent possibles en 80 grâce à la main d'œuvre yéménite mais celle-ci déserte aujourd'hui pour aller construire les infrastructures modernes de Djeddah et de Riyadh.

L'Arabie Saoudite ayant longtemps été un pays importateur de produits alimentaires, l'agriculture est un secteur clé du développement. Aussi, l'irrigation a-t-elle été fortement développée ces dernières décennies. Aujourd'hui, les principales cultures de l'Arabie Saoudite sont le blé (entre 75 et 85, la production a été multipliée par 400 pour arriver en 86 à 2,3 million de tonnes. Aujourd'hui 4 millions de tonnes sont produits et le pays est même exportateur), les pastèques (435000 tonnes), les dattes (505000 tonnes) et les tomates (435000 tonnes). Les autres cultures importantes sont l'orge, les produits laitiers, les oignons, le raisin et les agrumes.

L'exemple de la culture du blé est caractéristique de la politique agricole en Arabie Saoudite. Ainsi, les autorités se fixent en 80 l'autosuffisance comme objectif pour des raisons stratégiques évidentes. Avec un prix d'achat incitatif de 1000 dollars la tonne alors que le cours moyen est de 110 à 120 dollars, la production croît à un rythme fulgurant de près de 100% par an pour arriver à l'autosuffisance en 85/86 puis au dépassement des besoins. C'est la naissance d'une génération de « princes farmers ». La mazraa (la ferme) apparaît près des oasis car la terre est offerte par le roi. Les prêts sont à taux bonifiés. Par une société ad hoc, l'état rachète la production et la revend sur le marché national voire international. Dans les années 91/92, la production de blé atteint 3,9 millions de tonnes ce qui place l'Arabie Saoudite au 7<sup>ème</sup> rang des exportateurs au niveau mondial (2.5% de la production mondiale en 91/92, 2.6% en 92/93). Mais les subventions sont de 2.1 Mds de dollars. Les difficultés budgétaires ramènent la production au niveau de l'autosuffisance, puis font évoluer la production vers l'orge moins consommateur d'eau et pour lequel le pays est importateur. Les conditions de rachat deviennent moins attractives. De plus, la nappe phréatique est épuisée dans certaines régions et dans d'autres les nappes d'eau fossiles ont été sur exploitées. Les prospectives montrent qu'à ce rythme le pays n'aura plus d'eau fossile en 2005.

Ainsi, l'Arabie Saoudite a démontré que le secteur de l'agriculture pouvait se développer dans un environnement aussi austère. Certes le coût fut prohibitif : le miracle s'est appelé pétrodollar. Mais il a permis au royaume d'être indépendant dans ce secteur et de sédentariser, tout du moins au début, une partie de la population.

#### 4.5. Le contrôle des ressources.

Par le passé, l'économie de l'Arabie Saoudite s'appuyait sur l'agriculture et l'élevage. Mais depuis la découverte du pétrole, le gouvernement a cherché à diversifier ses ressources dans la pétrochimie et les secteurs connexes. Des investissements importants ont été faits. Ils ont visé à améliorer les infrastructures en développant les routes, les aéroports, les ports maritimes et l'industrie énergétique. Le milieu industriel en général et l'agriculture ont aussi fait l'objet

d'une attention particulière. L'absence de main-d'oeuvre formée ou qualifiée a entravé les efforts fournis. De plus, la culture saoudienne freine la diversification des ressources. Les Saoudiens sont pour la plupart des « managers » et s'appuient sur la population immigrée.

Après la découverte du pétrole, un premier pas s'est engagé lors de l'instauration d'une politique de traitement du brut afin d'accroître la valeur ajoutée sur l'or noir. Aujourd'hui, de grands sites pétrochimiques existent, surtout dans la région du Hassa à l'est, mais ils sont saturés. Les besoins en pétrole au niveau mondial ont aussi nécessité le développement des infrastructures dans le royaume. Le port de Yanbu dans la mer rouge ainsi que celui de Djeddah ont dû prendre une dimension en rapport avec l'extension du royaume. Ainsi, de grands complexes de cimenterie sont apparus à la fois pour développer les infrastructures portuaires et aéroportuaires mais aussi le réseau routier et bien sûr l'immobilier urbain. L'industrie de transformation a été diversifiée depuis les années 1970. Les principaux produits sont le pétrole raffiné, la pétrochimie et dans une moindre mesure l'agroalimentaire, le textile et les engrais. Le pays produit annuellement environ 68 milliards de kilowattheures.

Les axes de diversification de l'économie fondés sur les richesses géologiques du royaume sont peu nombreux. Dans le sud, dans le prolongement du Hedjaz, la province de l'Assir est une région riche en minerais (Cu, Zn, Ni). Différents minéraux sont exploités dans la région, notamment l'or, l'argent, le soufre, le sel, le calcaire, le gypse, le marbre, l'argile. Cette activité reste marginale. Elle n'occupe que quelques entreprises locales.

D'autres domaines économiques sont encore à développer mais il faudra au préalable vaincre l'archaïsme des oulémas. En effet, contrairement aux autres pays du Golfe comme les EAU, les télécommunications sont de faible qualité. Il n'existe pas de réseau mobile. Un contrat est en cours de réalisation avec la société ATT. Son montant est de 4 milliards de dollars. Enfin, la télédiffusion est quasi inexistante, même si une structure satellitaire paraît être la plus efficace et la plus rentable.

Aujourd'hui, le poids de plus en plus lourd se fait sentir dans le budget en ce qui concerne les dépenses d'infrastructure et d'entretien: routes, ports, aéroports et télécommunications. Il est la conséquence d'une volonté initiale qui n'a pas été suivie dans la durée. L'ambition du pays dans les années 70 est l'industrialisation: traiter une partie des ressources sur place pour exporter des produits valorisés comme le cuivre, le fer et le pétrole. La monarchie espère ainsi développer la pétrochimie et la sidérurgie lourde. Le but du premier plan des années 70/74 était de réduire à 50 % du PIB la part du pétrole. Cet objectif n'a jamais été atteint. Il a toujours oscillé dans les années 70 entre 70 et 80 %. Les 20 à 30 % restants venaient du secteur de la production dans l'industrie, de l'agriculture et du tertiaire: constructions, transport, communication, commerce, assurance. L'industrie est restée marginale en Arabie Saoudite et n'a pas pu avoir alors d'influence sur le plan social. Les années 80 ont vu la montée en puissance de la pétrochimie et de la sidérurgie. Le second plan a été consacré à l'équipement général et à l'accueil. Ce fut le développement des aéroports, ports et réseaux routiers afin d'éliminer les goulots d'étranglement. Le réseau de routes est passé de 10 000 km en 73 à 20 000 en 80 pour être en 90 aux environs de 110 000 km et 130 000 km en 95. Dans le milieu des années 80, trois aéroports de dimension internationale émergent du désert dans les trois grandes villes saoudiennes de Riyadh, Djeddah et Dammam. En 99, le pays compte 23 aéroports. De même, les hôpitaux se construisent dans les villes moyennes comme Jisan, Médine, El Khobar et Hofouf mais le nombre de lits reste insuffisant. Ce sont des cliniques privées égyptiennes ou libanaises qui viennent combler le déficit mais au détriment de l'instauration d'une médecine à deux vitesses.

Ainsi, quel que soit le secteur d'activité, un même comportement caractérise les forces vives du royaume. Les Saoudiens monopolisent les fonctions de direction et de gestion dans l'administration, la défense, l'industrie et le commerce. Ce sont essentiellement des « managers ». Les ressortissants des pays voisins fournissent la main d'oeuvre banale. L'attitude sociale devant le travail manuel laissé aux immigrés est malsaine et dangereuse dans un pays en voie de développement. C'est une source d'instabilité. La dépendance vis à vis de l'étranger est quasi totale non par manque de capitaux mais de bras et de cadres qualifiés. La minorité saoudienne dans les différents milieux économiques peut amener le développement d'idées subversives qui contamineraient les basses classes saoudiennes. Les Saoudiens sont plus attirés par le commerce et la représentation lucrative des firmes étrangères au travers du « sponsoring », par le travail à la commission, que par l'entreprise de production aux risques plus nombreux et à la rentabilité plus faible. La génération de jeunes émirs, de plus en plus nombreuse, n'a que l'armée, peu lucrative, ou le business pour s'enrichir. Le pouvoir reste aux anciens. Mais tout de même, la richesse n'est pas aux seules mains de la famille Saoud car une forte bourgeoisie commerçante s'est développée avec l'expansion du pays. Les moins bien lotis sont les fonctionnaires et les militaires qui sont nombreux à cumuler deux activités comme par exemple officier et gestionnaire de garage dans le quartier aux voitures de Riyadh.

L'Arabie Saoudite a choisi de diversifier ses options économiques depuis les années 70 sans jamais y parvenir entièrement. La base économique s'est tout de même élargie plus fortement depuis dix ans. Le secteur non pétrolier s'est accru, de même que le secteur privé. Les infrastructures se sont encore développées avec des réalisations en matière d'urbanisme remarquables. Mais les investissements restent faibles. Les autorités saoudiennes ont conscience qu'un redéploiement économique et commercial est nécessaire d'ici les 15 à 20 prochaines années en raison du fort accroissement démographique prévisible (doublement de la population d'ici 20 ans), de la fluctuation de la rente pétrolière, de la politique de saoudisation des emplois à mettre en oeuvre dans un tel contexte et de la nécessité de garder le contact technologique avec les puissances mondiales les plus avancées. L'objectif reste le même : diversifier le potentiel industriel et effectuer une meilleure valorisation corrélative des matières premières produites. Ce sera certainement un enjeu majeur pour le successeur du roi Fahd.

## CONCLUSION

A l'aube du XXIème siècle, l'Arabie Saoudite occupe une place particulière sur l'échiquier mondial. En effet, cette monarchie fondée sur un islam intégriste, le Wahhabisme, est soucieuse de son influence dans le monde arabe en général et dans la région du Golfe Persique en particulier. Mais, malgré d'importantes ressources et un accroissement de ses capacités militaires, le bilan est contrasté. La richesse du royaume est monolithique. La population active saoudienne est peu nombreuse. Ce constat oblige Riyadh à se placer sous la protection des Etats-Unis. Ce difficile équilibre, unique entre Islam et Occident, a souvent amené l'Arabie en position de médiateur au sein du monde arabe, entraînant ainsi une politique extérieure complexe.

Les vrais défis, pour la Maison des Saoud, sont d'ordre intérieur. La stabilité, pour ne pas dire la sclérose du pouvoir et de l'administration depuis une trentaine d'années, contraste avec la démographie du royaume. Quelques pistes ont été ouvertes avec la loi fondamentale sur les

provinces publiée en 1992 qui offre un cadre à une décentralisation accrue. L'un des scénarios parfois avancés évoque une fédération arabe, dans laquelle les émirats du Golfe s'agrègeraient plus ou moins à l'Arabie Saoudite dont les provinces auraient avec Ryadh un lien plus lâche qu'à l'heure actuelle. Cette organisation transparait déjà aujourd'hui puisque chaque province du royaume est dirigée par un émir de la famille Al Saoud. Mais l'échec de la partition du Yémen, soutenue par l'Arabie Saoudite lors de la guerre civile yéménite, contredit cette tendance.

Parmi les problèmes que va devoir affronter l'Arabie Saoudite dans les années qui viennent, celui de la succession du roi Fahd, souvent évoqué, ne devrait pas être le plus important. On peut à prime abord considérer cette question comme virtuellement réglée depuis qu'il a confié la régence à son frère le prince Abdallah. Mais ce dernier, qui symbolise la tradition du « charf » c'est à dire l'honneur et la noblesse, doit accroître son expérience des affaires internationales. Le prince Sultan est plus ambitieux et devra faire ses preuves.

L'appui stratégique des Etats-Unis à l'Arabie Saoudite, indéfectible depuis plus de cinquante ans, ne devrait pas être remis fondamentalement en cause. Cependant, les évolutions possibles en Irak et en Iran, où Washington pourrait à nouveau avoir des intérêts, risquent dans l'avenir de relativiser l'importance du royaume dans la politique américaine au Moyen-orient. Après avoir été le second des " piliers jumeaux " de cette politique, l'Arabie est devenue en quelque sorte son unique pilier après la chute du chah d'Iran. A long terme, la situation ne saurait durer et des voix, qui n'appartiennent pas toutes au lobby pro-israélien, s'élèvent déjà aux Etats-Unis pour réduire cette dépendance de la diplomatie américaine dans le Golfe à l'égard des dynastes saoudiens.

L'immobilisme tant structurel que géoéconomique n'est pas rassurant, surtout lorsqu'il se superpose à une forte croissance démographique dans un environnement de ressources à horizon limité. Le royaume d'Arabie Saoudite se doit de poursuivre sa mutation alors qu'il dispose encore du pétrole et que sa population est jeune et peu nombreuse. Dans une ou deux générations, la donne aura changée. Le roi Fahd avait annoncé il y a déjà quelques années: « l'avenir de la monarchie saoudienne dépend beaucoup de sa capacité à dégager cette solution islamique des problèmes de notre temps » ce qui est difficile quand on est lié au mouvement wahhabite. Si le chemin semble long, le temps, dans sa conception occidentale, s'amenuise. Si dans notre schéma intellectuel, le parcours saoudien apparaît difficile, dans la culture arabe, il en est certainement autrement : pour les Saoudiens, le temps ne compte pas.

Pour le moment, les Etats-Unis contrôlent la situation de l'Arabie Saoudite et il serait étonnant que cet allié précieux s'éclipse dans les prochaines années.

Reste que le véritable problème géopolitique de l'Arabie Saoudite est interne : combien de temps durera l'accaparement d'un Etat et d'un territoire par une famille ?